

Royaliste

POUR LA NATION, LA LOI ET LE ROI

BIMENSUEL DE LA NOUVELLE ACTION ROYALISTE - 14 MARS 2022 - 52^e ANNÉE - N° 1230 - 4 € -

Ku Klux Klan

Participant à un débat sur la place des femmes en politique après avoir été écartée de la campagne de Yannick Jadot, l'inénarrable Sandrine Rousseau a déclaré « *Ça me déprime de faire de la politique dans des groupes de Ku Klux Klan.* » Car il est évident que son éviction ne peut être motivée que par sa condition de femme et surtout pas par sa déclaration, quelques jours plus tôt à l'encontre du candidat EELV, affirmant que « *nos grands stratèges politiques sont juste nuls ! Je deviens folle ! Ils se plantent sur tout... C'est un gâchis.* »

Un grand merci à Sandrine Rousseau de nous révéler ainsi qu'EELV est dirigé par une équipe de suprématistes blancs, mâles, hétérosexuels et machiavéliquement peints en vert ! Et qu'à défaut d'être « déconstruit », chacun des membres de cette inquiétante confrérie de mâles alpha est nul, juste nul !

Mais elle ne s'arrête pas là : n'écoutez que son admirable courage de lanceuse d'alerte infiltrée au sein de cette secte machiste et raciste et afin de mieux passer inaperçue dans un tel décor cauchemardesque, elle n'hésite pas à enfilier les braies d'Obélix (également mâle blanc hétérosexuel et prédateur dominant bien connu, harcelant cette malheureuse Falbala à grands coups de pâquerettes...) pour mieux affirmer : « *Le féminisme, je suis comme Obélix, je suis tombée dedans quand j'étais petite.* »

Une question existentielle absolument vertigineuse nous taraude : emportée par son héroïque esprit de sacrifice et son abnégation sans limite pour la noble et juste cause écoféministe et végan, ira-t-elle jusqu'à créer le hashtag *#balance-tionsanglier* ?

Enfin une campagne électorale qui pose les vraies questions ! ■

Enjeux de souveraineté

La crise sanitaire puis la guerre russo-ukrainienne ont souligné les faiblesses qui affectent notre pays. Il faut réagir, mais comment ?

On a fait des discours sur « le jour d'après ». Et maintenant on parle du sursaut qu'exige la tragédie ukrainienne. Certes, il y a les sanctions contre la Russie. Mais il faut voir plus loin et se donner la capacité d'affronter les crises économiques, financières, écologiques et les

tensions internationales qui se profilent.

Malheureusement, les milieux dirigeants se bercent d'illusions – celles d'une Union européenne qui produit ses propres violences et qui nous empêche de développer nos capacités économiques, commer-

ciales et militaires. Emmanuel Macron évoque notre indépendance, mais il n'a jamais songé à casser le système de normes qui entrave la souveraineté de la nation. Au contraire, il cultive le mythe de la « souveraineté européenne ».

Notre éditorial en page 16.



WIKIPEDIA - CHRIS STUBEL

Le salut par Julien Green

De nationalité américaine, Julien Green appartient pleinement à la littérature française où il joue un rôle salvateur.

Green est de la même famille d'esprit que François Mauriac et Georges Bernanos – celle qui est catholique par profondeur spirituelle et non par pieuses dissertations. Il fait donc partie des écrivains avec qui l'on peut avoir une rencontre. Ainsi François Huguenin, pour qui la lecture de Julien Green fut salvatrice.

Les tourments de l'écrivain, déchiré entre ses pulsions torrides et sa foi chrétienne, n'étaient pas ceux éprouvés par son lecteur mais celui-ci, touché dans son intimité, put se délivrer d'un douloureux passé comme il le confie dans *La nuit comme le jour est lumière*. La chronique de Gérard Leclerc en page 11.

Dans ce numéro :

Page 4 : L'Union européenne cherche des puces.

Page 5 : Le monde à la sauce *incel*.

Page 7 : L'utopie algérienne.

Page 12 : Jérôme Fourquet, un regard sur la France.

Page 14 : Résistance royaliste : la famille Filleguin.

Page 16 : Éditorial : Enjeux de souveraineté.

Zemmour: précis de déconstruction

Le désormais célèbre Monsieur Z. fut le résultat d'une construction médiatique qui permit à ce polémiste parisien de jouer au sauveur de la patrie. Son entrée en campagne a rabaisé le personnage, facile à déconstruire et qui pourrait devenir une cible au lendemain du premier tour.

Tout a été dit sur la promotion d'Éric Zemmour par le groupe Bolloré, puis sur l'accueil exceptionnel qu'il reçut dans la presse écrite et audiovisuelle lors de la publication de son livre. Les médias n'étaient pas attirés par la cohérence d'un projet politique mais, comme souvent, par l'audace des transgressions commises par un homme qui se présentait comme historien et doctrinaire, bourré de références livresques servies avec un réel talent.

Les prestations médiatiques de Monsieur Z. ont eu un écho certain dans l'opinion publique. Le courant zemmourien qui s'est formé à l'automne a réuni les divers réseaux de l'ultra-droite, des électeurs déçus par le Rassemblement national, mais aussi des citoyens qui ne se situent pas à l'extrême droite. Ces derniers sont angoissés par le déclassement de la France, par la transformation des modes de vie et par les thématiques antinationales et post-nationales. Aux yeux de ces trois catégories, Éric Zemmour paraissait et apparaît encore comme le sauveur de la patrie. Or il y a, à tous égards, erreur sur la personne.

Éric Zemmour n'est pas un historien. C'est un essayiste militant qui projette sur divers épisodes historiques son obsession de l'invasion arabo-musulmane, ses préjugés identitaires et ses projets de recomposition de la droite.

Éric Zemmour n'est pas l'inventeur d'une nouvelle doctrine nationaliste. Il s'est contenté de recycler divers éléments de l'idéologie réactionnaire – plus particulièrement le maurrassisme. L'essayiste a par exemple pris chez Maurras sa vision utilitaire du catholicisme et sa xénophobie, mais en reportant sur les arabo-musulmans les discours d'exclusion visant les Juifs.

Éric Zemmour n'est pas non plus un philosophe de l'histoire. Ses discours sur la



WIKIPEDIA – PHOTO: CHEEP.

Éric Zemmour. Son programme économique très libéral cherche à séduire le patronat et la droite des classes aisées.

« guerre des civilisations » sont démentis par l'histoire de la France et par l'histoire de l'Europe: les longs conflits entre la France et l'Angleterre, entre la France et l'Espagne, entre la France et l'Allemagne ont opposé des États chrétiens. L'invasion de l'Ukraine par les armées de la fédération de Russie apporte un démenti supplémentaire - dont nous aurions préféré nous passer - à la thèse du choc des civilisations. Le fantasme du « grand remplacement » n'a pas plus de consistance (voir notre article en page 3).

Le fantasme de l'union des droites. – Ces interprétations fantasmagiques de l'histoire ne servent qu'à alimenter un dis-

cours de guerre civile, celle-ci étant conçue par Éric Zemmour comme une « revanche de la guerre d'Algérie ». Pour ne pas « vivre en minorité sur la terre de leurs ancêtres », disait l'essayiste à la convention de la droite en 2019, les jeunes Français « devront se battre pour leur libération ».

Cette bataille libératrice, Éric Zemmour veut d'abord la mener sur le front social. Le candidat a annoncé qu'il retirerait aux étrangers non-européens les allocations familiales, les prestations logement, le minimum vieillesse et le RSA. Au-delà des discussions sur le montant effectif des économies réalisées, il est clair que ce programme serait en contradiction avec

nos principes constitutionnels. Le candidat a prévu l'objection, et annoncé le recours à un référendum permettant d'imposer aux juges la politique zemmourienne. La main sur le cœur, il jure qu'il ne veut pas s'attaquer à l'État de droit « mais à la façon dont les juges ont pris en otage l'État de droit pour imposer leur vision idéologique ». Cela signifie-t-il que l'application du principe fondamental d'égalité est « idéologique » et que « les juges » seraient les avocats des immigrés? Et si oui, comment mettre au pas le Conseil constitutionnel et le Conseil d'État? C'est bien l'État de droit qui est menacé.

Le reste du programme « social » du candidat est réso-

Sur le mur de Jean Chouan

COMME HISTORIEN, IL EST UN PEU APPROXIMATIF. MAIS FAUT RECONNAÎTRE, IL ASSUME. PAR EXEMPLE...



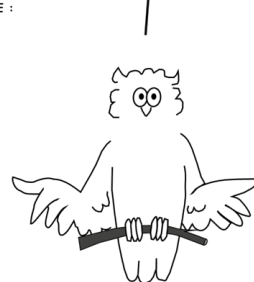
...IL EST TELLEMENT ADMIRATEUR DE PETAIN QU'IL LUI A FALLU UNE MARECHAL DANS SON EQUIPE !



DU COUP ON PEUT SE DEMANDER : POUR LA RECONQUISTA - PARDON, LA RECONQUÊTE - QUI VA-T-IL CHOISIR POUR BOUTER LES SARRASINS HORS DE GRENADE :



UN DESCENDANT DU CID OU DE FRANCO ?



lument libéral : pas d'augmentation du Smic mais réduction des charges sociales des entreprises et réduction des impôts de production. Et pas la moindre remise en question de l'euro, principal facteur de contrainte salariale et de désindustrialisation. C'est qu'il ne faut pas inquiéter le patronat et la bourgeoisie conservatrice qu'il faut au contraire séduire, afin qu'ils s'allient aux bons ouvriers français pour bouter les arabo-musulmans hors de France.

Le grand rêve d'Éric Zemmour, c'est en effet l'union des droites qui s'opérerait en réconciliant les mémoires droitières sur l'Occupation et sur la guerre d'Algérie. D'où la fable de l'épée gaullienne et du bouclier pétainiste ; d'où le compliment adressé au général de Gaulle qui aurait accordé aux Français un répit en sacrifiant l'Algérie pour « éviter la submersion démographique de l'Islam ».

En accueillant Marion Maréchal dans l'équipe de son parti, Éric Zemmour est persuadé qu'il amorce cette union des droites dont il rêve. Parions que, le moment venu, les ultra-catholiques et les autres variétés d'extrémistes qui animent son parti choisiront, pour mener la « reconquête », une catholique, blonde et blanche de peau. Voici la louve dans la bergerie. ■

SYLVIE FERNOY.

Des fantasmes sur l'identité

Formulé par les groupuscules néo-nazis dans les années cinquante, relancé dans le débat public par Éric Zemmour, le thème du « grand remplacement » nie radicalement la conception française de la nationalité.

Dans une campagne présidentielle normale, l'immigration est au centre des polémiques médiatisées. Le thème favorise tous les effets de manche, sans aucune conséquence pratique puisque le capitalisme a besoin de renouveler régulièrement les flux de main-d'œuvre servile.

Éric Zemmour se préparait à ce débat rituel, dont il est aujourd'hui privé. Il avait même durci l'enjeu pour doubler Marine Le Pen : il ne s'agit plus selon lui de limiter l'immigration mais d'en finir avec le « grand remplacement ». On crédite l'écrivain Renaud Camus de l'invention de ce thème alors qu'il a été conçu par les néo-nazis du Nouvel ordre européen après 1945 et repris par l'extrême droite française (1). Le propos est en effet ouvertement raciste : il s'agit de défendre la race blanche contre les peuples de couleur.

Éric Zemmour est sur cette ligne : il préconise la suppression des bourses pour les étu-

dants africains et l'arrêt de l'aide au développement pour les pays qui refusent le renvoi des clandestins. Cela signifie que la France abandonne la francophonie – sauf le Québec, peuplé de « blancs » – et renonce à une grande partie de ses échanges culturels avec le monde.

La thématique du « grand remplacement » s'accompagne, en bonne logique raciste, de la suppression du droit du sol. Si l'on définit l'identité de la France par la blancheur de la peau – au mépris de nos concitoyens antillais, guyanais et réunionnais – il va de soi qu'un étranger au teint plus ou moins coloré ne peut devenir français puisqu'il est censé porter la marque d'une civilisation en tous points étrangère et hostile.

Cette conception raciale du monde ne conduirait pas seulement à faire partir les étrangers extra-Européens – y compris les Asiatiques ? – par privation de toute protection sociale. Elle remettrait en cause l'appartenance à la nation française des générations de citoyens issus de l'immigration et inciterait à divers types de violence contre ceux qui sont désignés comme des « Français de papier ».

La plupart des sympathi-

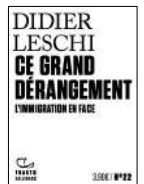
sants d'Éric Zemmour ne souhaitent pas la guerre civile, mais elle est implicite dans le discours sur le « grand remplacement » qui n'a aucune réalité sur le plan démographique (voir page 10).

La thématique zemmourienne illustre le paradoxe des Identitaires. Ils affirment défendre l'identité nationale, mais ils présentent une vision fantasmée de l'histoire : la France n'a jamais défini la nation comme une entité raciale mais comme un statut juridique incluant le droit du sol. Au nom de cette identité fantasmée, ils font peser une menace sur l'unité nationale, principe politique fondamental qui devrait être le souci primordial de tout chef d'État. ■

YVES LANDEVENEC.

(1). Cf. l'étude de Stéphane François dans *Afrique XXI* : <https://afriquexxi.info/article4932.html>

► Pour refaire le point, cf. Didier Leschi, *Ce grand dérangement, l'immigration en face*, Tracts Gallimard, n° 22, novembre 2020.



Brèves de campagne

■ **Vu sous cet angle.** – « *Présidentielle 2022 : Pour son premier grand meeting, Valérie Pécresse tente d'évacuer son image techno* » (BFMTV). « Je voulais donner un supplément d'âme à ma vie, je suis donc entrée au Conseil d'État » dit-elle. C'est effectivement un très bon début.

■ **Hasard ?** – « *Emploi : Comment expliquer une telle baisse des chiffres du chômage ?* » (20 minutes). Il y aurait éventuellement l'hypothèse d'une élection présidentielle imminente. Mais une telle hypothèse friserait le complotisme tout en faisant le jeu des populistes.

■ **Quand ça ne veut pas...** – « *Présidentielle : le Parti radical de gauche prend ses distances avec Christiane Taubira* » (Le

Parisien). Tout juste avait-elle eu le temps de goûter à sa gloire fulgurante que, dès le premier jour, les intentions de vote en sa faveur baissaient (alors qu'elle taquinait du premier coup les espoirs mirobolants du Parti socialiste : entre 1 et 2,5 %). Comme si ça ne suffisait pas, le PRG annonce qu'il l'abandonne... et un 14 février de surcroît !

■ **Quand ça ne veut vraiment pas !** – « *Christiane Taubira bientôt lâchée par... la Primaire populaire ?* » (Libération). C'était bien la peine de l'organiser en grande fanfare... pour qu'elle apporte finalement son soutien à Jean-Luc Mélenchon et « explose en vol » (BFMTV).

■ **Et puis quoi encore !** – « *Éric Woerth refuse de démissionner de la présidence de la commission des finances de l'Assemblée nationale, les oppositions pro-*

testent » (Le Monde). Comme le professait un certain Emmanuel M., « *You don't have to follow the rules, that's bullshit* ». On aura du mal à nier qu'ils sont faits pour s'entendre.

■ **Tout va bien.** – « *Présidentielle 2022 : Jean Castex somme les élus d'apporter leurs parrainages aux candidats* » (Cnews). La démocratie se porte tellement bien qu'on saute gaiement d'un quinquennat à l'autre en prenant soin de ne surtout rien changer à des règles dont un consensus large s'accorde à reconnaître, à chaque début de nouvelle élection, qu'elles sont au mieux idiotes, au pire scélérates.

■ **Hydre.** – « *Sondage de la présidentielle : l'extrême droite se requingue, Pécresse s'affaisse* » (Paris-Match). C'était vraiment une réussite, l'opération « *bar-rage* » de 2017 pour « *terrasser*

la bête ». Cinq ans plus tard, ils sont deux.

■ **Question.** – « *Présidentielle 2022 : pourquoi la candidature de Christiane Taubira a viré au fiasco* » (FranceTVinfo). Attention au piège : la réponse est dans la question.

■ **Bien tenté.** – « *Yannick Jadot, Fabien Roussel et Anne Hidalgo proposent de libérer l'hôpital public des exigences comptables* » (Le Monde). Voilà une excellente idée. Il n'y a plus qu'à convaincre l'Europe qui, quant à elle, exige l'exact contraire.

■ **La guigne.** – « *Présidentielle 2022 : Sandrine Rousseau exclue de l'équipe de campagne de Yannick Jadot* » (FranceTVinfo). Et dire qu'à deux jours près, elle aurait pu rallier Christiane Taubira...

MATHIEU MOREL.

L'Union européenne cherche des puces

La Commission européenne proposait, le 8 février, un « *grand plan d'investissement pour la souveraineté numérique et l'autonomie en matière de semi-conducteurs* », dans le prolongement du discours sur l'Union d'Ursula von der Leyen de septembre 2021 pointant les faiblesses européennes d'investissement.

Alors que la reprise économique post-covid semble enfin là, l'Europe se retrouve face à un problème majeur : les semi-conducteurs présents absolument partout dans notre quotidien ne sont pas disponibles. En effet les trois pays qui produisent 75 % de ces petits objets si précieux pour l'électronique mondiale sont Taïwan, la Chine et la Corée du Sud (voir graphique). Ces derniers sont achetés majoritairement par la Chine, ce qui lui permet de coordonner l'ensemble de la chaîne de valeur.

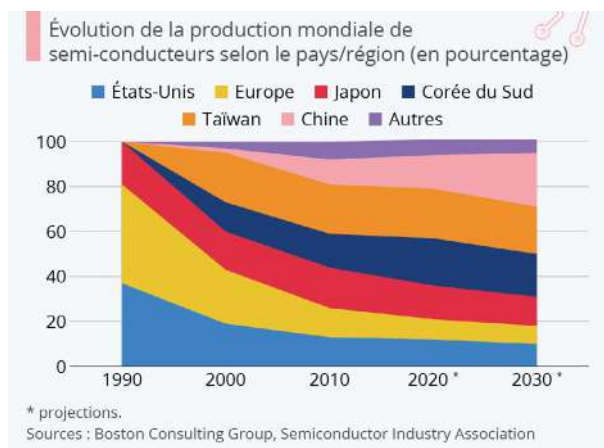
À la suite de ce constat, la Commission européenne, et plus particulièrement Thierry Breton, ont annoncé un projet de législation sur ces produits électroniques ou *European Chips Act* accompagné d'un investissement de 42 milliards d'euros (soit presque autant que celui alloué par les États-Unis pour ces mêmes semi-conducteurs). Ce *Chips Act* devrait inclure un volet de « *défense de la production* » permettant d'orienter en priorité la production européenne vers les acteurs du marché européen. Si l'idée semble intéressante, elle confirme l'incohérence du dogme de « *la concurrence libre et non faussée* », dont

il est ici proposé d'assouplir les règles. À ce propos, la vice-présidente de la Commission, Margrethe Vestager s'est montrée beaucoup moins enthousiaste que le commissaire français. En se démarquant de Thierry Breton, elle rappelle indirectement que les intérêts idéologiques et économiques divergents des pays de l'UE reprennent toujours le dessus.

À côté de cet ambitieux projet d'investissement concentré sur les puces électroniques, un mouvement paneuropéen lancé par la France, et sobrement intitulé *Scale-Up Europe* ! vise à pousser les investisseurs européens publics et privés à alimenter un fonds à hau-

teur d'un milliard d'euros. Ce fonds aura pour principal but de faire émerger des jeunes pousses européennes dans le domaine du numérique en leur permettant d'avoir accès à des levées de fonds qui ne seraient plus chinoises ou américaines mais bien européennes.

Ainsi le ministre de l'Économie Bruno Lemaire rappelle que la Chine et les États-Unis ont toujours soutenus par « *des aides publiques les différents projets industriels* », chose que l'UE s'est toujours refusée à faire sérieusement. Et il poursuit en pointant assez justement le « *dogme de la concurrence* » avant de se perdre dans des élucubrations



sur une prétendue « *souveraineté [...] européenne* ». Pour le ministre le fonds *Scale-Up Europe* doit permettre de relancer l'innovation dans des secteurs clefs de la *tech*. On pourra lui rétorquer qu'un milliard d'euros pour des centaines d'entreprises c'est bien peu de chose. Certaines jeunes pousses outre-Atlantique dépassent allègrement ce chiffre par entités. Ainsi, les super puissances que sont les États-Unis et la Chine garderont un avantage et pourront continuer d'investir dans les potentielles pépites européennes qui se feront racheter par des sociétés venues d'un des deux pays.

La souveraineté numérique n'est pas un concept creux qui se limite à donner de l'argent, elle exige une pensée plus large incluant l'étude du marché auquel on s'attaque, l'innovation, la gestion de l'ensemble de la chaîne de valeur, une analyse du *process* industriel et des débouchés potentiels.

En résumé, on peut dire que les faibles marges d'investissement dégagées au niveau européen couplées au dogme de la concurrence libre ne généreront en rien les puissances concurrentes. ■

GUILLAUME VILLERS.

La quinzaine sociale

■ **Demain, l'emploi.** – Selon une étude conjointe du ministère du Travail et de France Stratégie, le nombre d'emplois à pourvoir chaque année d'ici à 2030 s'élèverait à 760 000. Pour 89 % d'entre eux, il s'agirait de palier les départs à la retraite, notamment dans l'enseignement ; seuls 11 % concerneraient des créations de postes, essentiellement des ingénieurs informatiques et des cadres techniques de l'industrie. L'étude confirme la tertiarisation de l'économie française au bénéfice des services aux entreprises, des professions de santé et de l'aide aux personnes fragiles ; une évolution qui ne devrait cependant pas se faire au détriment de l'emploi industriel, dont l'érosion devrait ces-

ser : alors qu'entre 2009 et 2019, 170 000 postes ont été détruits, les auteurs du rapport prévoient 45 000 emplois supplémentaires, auxquels il conviendrait d'ajouter 20 000 postes de plus si la transition écologique accélèrerait.

■ **L'emploi, demain.** – La même étude confirme les difficultés de recrutement auxquelles sont confrontées les entreprises, une tendance apparue il y a plusieurs mois. Parmi les métiers en tension, figurent les aides-soignants, les techniciens et cadres du BTP, les ingénieurs de l'informatique et les ingénieurs et cadres de l'industrie, mais aussi des métiers comme les aides à domicile, les personnels de ménage ou les conducteurs d'engins du bâtiment et des travaux publics. D'où certaines réponses apportées par les candidats

à l'élection présidentielle : celles dont on parle beaucoup – allongement du temps de travail et report de l'âge légal de départ à la retraite – mais aussi celles qui sont à peine murmurées – comme la suppression du Capes pour remédier à la pénurie d'enseignants, dans l'entourage du président candidat. Il y a des solutions dont on parle moins : le recours à l'immigration et les augmentations de salaires.

■ **Toujours plus d'emploi.** – Après la publication de l'enquête de Victor Castanet, *Les Fossoyeurs*, qui visait les maisons de retraite médicalisées du groupe privé Orpea, la commission des Affaires sociales de l'Assemblée nationale a lancé deux missions flash pour améliorer les conditions de travail en Ehpad, d'une part, et leur gestion financière, d'autre part. Leurs rapports,

diffusés le 9 mars, propose, pour remédier au manque d'effectif, de fixer « *un ratio minimal observable de personnels au "chevet" des personnes âgées* », sans avancer de chiffre. En France, le taux d'encadrement est de 63 équivalents temps plein pour 100 résidents, tout secteur confondu public, privé et associatif ; il est de 12 pour 10 pensionnaires au Danemark.

Pour attirer les médecins coordonnateurs et les aides-soignants, les députés proposent de « *fluidifier les passerelles entre les métiers afin d'offrir de vraies perspectives de carrière aux personnels soignants des Ehpad* ». Leurs propositions pourraient venir enrichir le prochain projet de loi de financement de la Sécurité sociale... ou pas, compte tenu du renouvellement de l'Assemblée. N. P.

MISÈRE SEXUELLE ET TUERIES DE MASSE

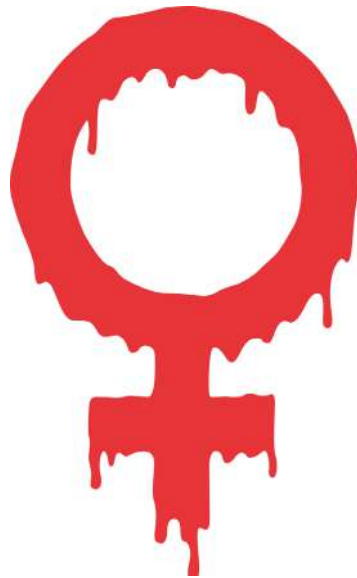
Le monde à la sauce *incel*

La légitime émancipation des femmes et la non moins légitime réduction des inégalités entre les sexes dans les pays occidentaux depuis la seconde moitié du XX^e siècle n'a semble-t-il pas ravi tous les hommes. Certains d'entre eux basculeraient de plus en plus dans une violence meurtrière envers les femmes.

Le 12 août dernier, une fusillade est survenue à Plymouth, dans le Devon, au Royaume-Uni. Un jeune homme âgé de 22 ans, Jake Davison, a assassiné deux hommes, deux femmes et une fillette de 3 ans au fusil à pompe avant de se donner la mort. Pendant l'enquête qui a suivi, la police a découvert qu'il appartenait au mouvement *incel* ou, du moins se qualifiait lui-même ainsi dans plusieurs *posts* qu'il avait laissés sur le site *Reddit*, un réseau social américain adossé à un site communautaire.

Les « incels », néologisme et mot-valise de langue anglaise pour *involuntary celibate*, (« célibataire involontaire » en bon français), ce sont sans doute les écrivains qui en parlent mieux. L'un des premiers à l'avoir fait, en France tout du moins, est Michel Houellebecq, avec l'antihéros et protagoniste d'*Extension du domaine de la lutte* (1994), roman dans lequel il a même prophétisé l'avènement d'un « système sexuel parfaitement libéral », dans lequel « certains ont une vie érotique variée et excitante », quand « d'autres sont réduits à la masturbation et la solitude ». Mais c'est certainement l'excellent écrivain Laurent Chalumeau qui les décrit le mieux, dans son roman *Vice* (2021). Les *incels* sont « des hommes qui n'arrivent pas à choper (...) ». Souvent des types en situation précaire, peu diplômés, sous-qualifiés, que le chômage n'aide à pas séduire. Cela dit, on en croise aussi dans les couches socio-culturelles supérieures, des gars insérés, épanouis professionnellement (...). Leur "révolution incel", c'est une révolte des mâles bêta, par opposition aux alpha, qui plaisent aux femmes et profitent de l'existence. Chez les incels, à l'inverse, certains atteignent la trentaine ou la quarantaine en étant toujours puceaux. Ça leur monte au cerveau. »

« Ne pas finir puceaux ». – Quand « ça leur monte au cerveau », certains, les plus « affamés » d'entre eux, ceux qui n'ont pas totalement renoncé à avoir des relations sexuelles un jour, se mettent en tête de reconquérir ce qu'ils estiment être leur « juste » place, celle du mâle viril et dominateur, sexuellement satisfait, obéi. Dans l'espoir d'y parvenir, ils boivent les paroles d'un Papacito, youtubeur d'extrême droite qui leur prodigue ses bons conseils pour « ne pas finir puceaux » et les exhorte à « ne plus se saper ni vivre comme des fiottes ». Ils ruminent celles de Julien Rochedy, ancien président du Front



© PIXABAY, PHOTO : JOVELINOFURTIADO

national de la jeunesse, qui propose des cours de masculinisme, plus exactement une formation en ligne pour apprendre à être des hommes, des vrais, ceci sur un site (payant) qui fleurit bon « le vestiaire et le jus de testicule ». (Thomas Messias, *Slate.fr*, 22 juin 2018) et où « la » femme apparaît comme une forteresse à assiéger, à assaillir et dans laquelle pénétrer.

La haine des femmes se radicalise et a même tendance à sombrer dans une forme de terrorisme.

D'autres s'exilent dans ce qu'ils appellent le *Pussy paradise* (le « paradis de la chatte »), c'est-à-dire des pays d'Europe de l'Est tels que la Roumanie qui regorgeaient « de femmes prévenantes prêtes à se mettre en couple avec un blanc de l'Ouest, et ce pour s'extirper de leur condition » (Paul Conge, *Les Grand-replacés*. Enquête sur une fracture française, 2020).

De la haine au meurtre des femmes. - Comme l'explique un procureur dans le roman de Laurent Chalumeau, d'autres « deviennent zinzins, se montent le bourrichon sur Internet, sur des forums où ils partagent leurs projets de vengeance. Ils ont comme ça des sites de photos et vidéos de femmes violées et brutalisées. Sur le dark web, évidemment, mais d'autres totalement au grand jour ». Sur Instagram où, « reconnaissables à leurs pseudos ou aux hastags postés qui contiennent le sigle *MGTOW* (pour men going their own

way, soit "des hommes qui font ce qu'ils veulent"), ils polluent le réseau social avec des images ou des vidéos misogynes souvent extrêmes » (*Charlie Hebdo*, 29 décembre 2021).

Les plus azimutés chercheraient même à se venger très concrètement des femmes. Comment? En leur tirant dessus et en les tuant, comme le britannique Jake Davison à Plymouth, le 12 août 2021. En leur fonçant dessus avec une voiture-bélier, comme le Canadien Alek Minassian qui, le 23 avril 2018, à Toronto, a fauché 10 personnes, dont 8 femmes. En les poignardant ou en leur tirant dessus, comme le Californien Elliot Rodger, qui a tué six d'entre elles (et blessé quatorze autres personnes) lors de ce que l'on a appelé « la Tuerie d'Isla Vita », selon un mode opératoire que n'aurait pas renié un djihadiste de Daech ou Andreas Breivik, l'auteur des attentats d'Oslo et d'Utoya en juillet 2011. Bref, en s'inscrivant plus ou moins dans les pas de celui qui continue, plus que jamais, d'être considéré comme une idole par les incels : Marc Lépine, l'homme qui, le 6 décembre 1989, s'est introduit dans l'École polytechnique de Montréal, armé d'une carabine, pour y assassiner 14 femmes et en blesser 10 autres. Car c'est bien du Canada, plus exactement du Québec, qu'est parti le mouvement de ceux qui ont la haine des femmes au point de vouloir leur humiliation voire leur mort (Francis Dupuis-Déri, « Féminisme au masculin et contre-attaque "masculiniste" au Québec », *Mouvements*, 2004/1, pp 70-74).

Extension et propagation du phénomène. – Né en réaction au féminisme et à la réduction des inégalités entre hommes et femmes, il a depuis fait des émules partout où les femmes n'entendent plus être « ni putes ni soumises ». Mais si, dès ses origines, avec la tuerie de l'École polytechnique, il a démontré ses potentialités meurtrières, il s'est « contenté » pendant longtemps – au moins deux décennies – de se payer de mots. Or, depuis une dizaine d'années, il semble se radicaliser et est même enclin à sombrer dans une forme de terrorisme. Et si jusqu'à présent il n'a pas, en tant que tel du moins, sévi dans l'Hexagone, il est à craindre toutefois, les lubies anglo-saxonnes finissant toujours par gagner notre pays avec un léger temps de décalage, qu'il ne frappe un jour chez nous. Peut-être serait-il temps de s'intéresser au phénomène?

SAMUEL BON

L'amitié sino-russe et la question ukrainienne

La Chine est un important partenaire diplomatique et commercial de la Russie. Pourtant l'agression russe contre l'Ukraine la met mal à l'aise.

Le 2 mars dernier, lors du vote par l'Assemblée générale des Nations unies d'une résolution condamnant l'invasion de l'Ukraine par la Russie, la Chine a fait partie des trente-cinq États qui se sont abstenus. Elle avait adopté la même stratégie devant le Conseil de sécurité quelques jours avant.

On est loin des déclarations matamoresques « des loups guerriers » contre les États occidentaux et plus particulièrement les États-Unis. Loin de l'amitié indéfectible chantée par les dirigeants russes et chinois lors de l'ouverture des Jeux Olympiques d'hiver au mois de février. Certes, avec la Russie, elle partage une soif de revanche contre l'Occident (Europe, États-Unis, voire Japon) qui l'a humiliée pendant le « siècle de la honte (1844-1949) » la rabaisant au rang de colonie. L'humiliation russe est plus récente mais elle n'en crée pas moins une communauté de destin.

La Chine condamne la volonté de l'Otan de s'élargir toujours plus à l'Est et apprécie le soutien russe à ses revendications sur Taïwan. Les deux



Poutine et Xi Jing Ping. Derrière l'accord de façade, les arrière-pensées ne manquent pas, notamment côté chinois.

pays sont liés par leur collaboration au sein de l'Organisation de coopération de Shanghai dont ils sont deux cofondateurs et au sein des BRICS. Ils sont des partenaires commerciaux importants (balance en faveur de la Russie : 79,3 milliards de dollars contre 67,6 milliards). Enfin, voir l'hégémonie américaine bousculée n'est pas pour déplaire aux dirigeants chinois.

La Chine pourtant n'est pas très enthousiaste face aux gesticulations poutiniennes. L'Ukraine est un État officiellement reconnu par l'ONU depuis trente ans maintenant, avec lequel elle entretient des relations diplomatiques mais aussi économiques depuis 1992, la Chine étant même depuis 2019

le premier partenaire commercial de l'Ukraine (8,31 milliards de dollars d'achats contre 7,11 milliards de dollars de ventes) devant la Russie. Le respect des frontières et de la souveraineté des États est un principe régulièrement mis en avant par les dirigeants chinois. Un principe qui leur permet de revendiquer la souveraineté sur Taïwan par exemple ou de condamner toute remise en cause des frontières occidentales de leur pays.

Par ailleurs, la direction chinoise sait l'importance sans comparaison de ses intérêts économiques tant en Europe qu'aux États-Unis (mille milliards de dollars d'échanges !) et ne trouve pas nécessairement

utile de réveiller des partenaires plutôt divisés comme l'a montré cet été la tragédie afghane. Ils ne veulent pas pour le moment d'une confrontation militaire avec l'Europe et les États-Unis. Ils préféreraient vaincre avant d'avoir à combattre. Ce n'est pas pour rien que la Chine a proposé sa médiation qu'il ne faudrait sans doute pas négliger sans se faire aucune illusion sur les arrière-pensées du Dragon. Et à Vladimir Poutine de décider s'il veut passer du rang d'idiot utile à celui d'idiot tout court. ■

MARC SÉVRIEN.

Diplomatie

■ **Une vie de consul.** – Le prestige des consuls et vice-consuls, capital dans l'Histoire, a dramatiquement reculé, les ambassadeurs recueillant toute la gloire – ou l'opprobre. Les tâches consulaires passent pour être subalternes. Denis Matton, qui leur a consacré 37 ans de sa vie entre 1981 et 2018, fait la démonstration du contraire. Il a noté toutes ses rencontres, petites et grandes (les *pipoles*), les services rendus aux Français, résidents ou de passage, les tournées et les missions, comme celle aux îles Féroé ou encore Peshawar ou Gaza. Le récit, burlesque ou tragique, est toujours palpitant sous une plume alerte. La politique n'est jamais loin mais pas de « grande politique » ni de « grand dessein ». Le diable est dans les détails et c'est là qu'excelle le consul. « Il faut traiter légèrement les choses graves et sérieusement les choses légères », le mot de Talleyrand s'impose ici. L'exercice du métier réside moins dans le commerce des grandes idées que dans une attention méticuleuse et empathique aux petites choses de la vie.

L'auteur, qui a conservé l'idéalisme de ses débuts et a le souci de la transmission d'une si belle tradition, garde la nostalgie de « la princesse des contes » et de « la madone aux fresques des murs » qui enchantaient le jeune de Gaulle. Il n'a pas cessé de scruter le moment où « le tumulte de l'histoire, et non de dérisoires incidents diplomatiques, vient l'arracher à sa regrettable léthargie. »

Y. L. M.

► Denis Matton-Perry, *Paroles de consul. Rires et vertiges au bord du Quai, préface de Dominique Decherf*, www.parolesdeconsul.fr. 2022.

Y. L. M.

Voix étrangères

■ **Russafrique.** – La Russie de Poutine n'est pas si isolée qu'il y paraît. Certes, 141 États sur 193 l'ont condamnée, en progression depuis les 100 qui s'étaient prononcés en 2014 lors de l'annexion de la Crimée. En termes de population c'est moins net, puisque ceux qui se sont abstenus incluent les principaux États les plus peuplés, la Chine, l'Inde-Pakistan-Bangladesh-Vietnam et la moitié de l'Afrique, et représentent au moins autant que le total de ceux qui condamnent.

En termes de zones géographiques, si les continents américain et européen, le Moyen-Orient (sauf Irak-Iran et Syrie) et le Pacifique sont quasi unanimes à condamner Moscou, l'Afrique s'est coupée par moitié : 26 pour la résolution onusienne, 25 ne se prononcent pas et un contre (l'Érythrée). En nombre

d'États, la moitié des 35 abstentions sont africaines. Le *New York Times* et le *Telegraph* de Londres s'en inquiètent et analysent dans le détail les causes possibles de ce phénomène. Ils concluent au poids diplomatique conséquent acquis par Moscou du fait de l'histoire – le soutien de l'URSS aux luttes de libération et au combat contre l'Afrique du Sud de l'*apartheid* sur « la ligne de front » –, des accords militaires – la Russie assure le tiers des ventes d'armes à l'Afrique et la moitié de celles à l'Afrique du nord –, commerciaux – la moitié des besoins en céréales –, sans oublier la présence de mercenaires (Wagner).

Les bons élèves sont le Nigeria, le Ghana et le Kenya, ces deux derniers membres non-permanents du Conseil de Sécurité, présentés comme des modèles de démocratie parmi un ensemble de régimes autoritaires, civils ou militaires. Par défaut, les mauvais sont essentiel-

lement francophones. Paris ne peut cacher l'effondrement de ses soutiens qu'elle compte sur une seule main : Côte d'Ivoire, Bénin et Niger en Afrique occidentale, Gabon et Tchad en Afrique équatoriale, outre Djibouti ! Encore certains organes de presse africains mettent-ils en doute dans ces pays le sentiment des opinions publiques.

C'est également l'explication fournie par certains pays francophones donnés comme amis qui ont choisi l'abstention comme le Sénégal. Le président Macky Sall s'abrite derrière la présidence de l'Union Africaine qu'il exerce depuis février, mais il craint les manifestations d'une opinion publique à fleur de peau par rapport à la gestion par Paris de la guerre au Sahel. Dakar, comme le Cameroun ou Madagascar qui importent de Russie et d'Ukraine 75 % de leurs besoins en blé, sont tétanisés par l'éventualité d'émeutes du pain.

Y. L. M.

L'avenir de la relation franco-algérienne, en dépit de ses échecs, peut encore aujourd'hui se décliner comme un futur autant improbable qu'il est désirable.

L'utopie algérienne

PAR YVES LA MARCK

Sans la crise ukrainienne, le sujet aurait pu enflammer les débats de la présidentielle française. Alors que le cinquantième anniversaire qui pourtant tombait, lui aussi, en pleine campagne électorale, avait été plutôt apaisé, dix ans plus tard il est devenu plus clivant que jamais. Ce paradoxe mérite quelques explications.

C'est François Hollande élu président qui allait faire en 2012 une journée nationale du 19 mars, date officielle du cessez-le-feu, donc de la fin d'une guerre qui n'avait jamais dit son nom. L'ancien stagiaire de l'ENA à Alger pensait à un rapprochement avec l'Algérie. Le souvenir des accords était-il utile alors qu'Alger considère cette date comme un non-événement, lui préférant celle du 5 juillet, date de l'indépendance de 1962, ou mieux encore celle du 1^{er} novembre, fête nationale officielle, lancement de l'insurrection en 1954. Depuis longtemps caducs, pourquoi ces accords devraient-ils encore faire polémique ?

La paix d'Évian. – Les négociateurs algériens avaient été désavoués par la branche militaire qui avait rapidement pris le pouvoir. L'essayiste Kamel Daoud, qui n'était pas né à l'époque – comme plus de 90 % de la population actuelle de l'Algérie – est revenu dans sa chronique hebdomadaire à *Liberté-Algérie* sur la personnalité du chef de la délégation, Belkacem Krim, « l'homme qui portait la cravate de sa mort » (opposant au président Houari Boumediène, il fut en effet étranglé avec sa propre cravate dans un hôtel à Francfort en 1970). Kamel Daoud a découvert dans les clichés de Raymond Depardon exposés à l'Institut du monde arabe (1) combien la conclusion des accords avait constitué une « pause », un « sourire », au cœur du drame qui allait atteindre alors son paroxysme avec une violence inégale. Si éphémère soit-il, l'inimaginable s'était produit : un instant de grâce qui se justifiait par le remarquable travail de négociation laborieusement effectué depuis plus d'un an en Suisse.

Comment retrouver un tel moment historique entre les deux pays ? Il ne s'agissait pas d'une idyllique réconciliation mais d'une triviale coopération sur la base des intérêts mutuels. L'objet immédiat étant la fin de la guerre, l'on en a oublié les six « déclarations de principes » qui organisaient l'avenir (93 feuillets !). La dimension de ces accords n'était pas mémorielle mais existentielle : ils reconnaissaient l'Algérie indépendante d'une part, mais d'autre part ils confortaient les institutions de la Cinquième République au-delà de la personne



L'écrivain algérien Kamel Daoud. Il pointe les rendez-vous manqués entre la France et l'Algérie depuis la paix d'Évian.

de De Gaulle. Ils rendaient possible l'élection du président au suffrage universel ; ils ouvraient au retour de la France sur la scène internationale.

Les pouvoirs français et algériens ont instrumentalisé l'histoire et la mémoire pour des considérations intérieures.

En effet, les accords d'Évian redéfinissaient le corps électoral français. Le Premier ministre sortant, Michel Debré, à qui l'on demandait pourquoi il n'avait pas prévu l'élection du président au suffrage universel dès la rédaction de la Constitution de 1958, avait fait remarquer que celle-ci aurait été inconcevable avec un corps électoral incluant les citoyens qu'étaient devenus en vertu de la même Constitution de 1958 l'ensemble des habitants adultes d'Algérie, sans compter l'Afrique occidentale et équatoriale française et Madagascar. Les électeurs de métropole y seraient devenus minoritaires.

Le grand dessein. – L'autre grand dessein du général de Gaulle était de faire de la coopération avec l'Algérie algérienne la vitrine d'une politique mondiale qui rendrait la France partenaire du Tiers-Monde et lui permettrait de jouer ainsi pleinement son rôle entre les deux blocs, à commencer par la politique arabe, mais aussi asiatique et sud-américaine (la crise des missiles de Cuba en octobre 1962 s'interposa entre le

référéndum sur l'élection du président et les élections législatives qui lui donneront la majorité absolue).

L'utopie algérienne était donc double : celle de la citoyenneté et celle de la révolution. Les deux paris allaient être perdus : la coexistence d'une minorité européenne avec la nouvelle majorité musulmane ; l'entente entre France et Algérie pour mener de conserve une politique internationale de non-alignement.

Il y avait de fait une contradiction fondamentale entre les deux aspects, l'un de politique intérieure, l'autre de politique extérieure. Une Algérie socialiste ou islamique ne serait pas de bon augure pour les anciens privilégiés. On a vu le schéma se reproduire depuis, toutes proportions gardées, en Angola, en Afrique du Sud et au Zimbabwe.

Cette ambiguïté continue aujourd'hui de plomber la relation entre la France et l'Algérie. Elle ne saurait évoluer sans que les deux plans soient clairement distingués et proprement découplés. Au lieu de cela, la confusion a considérablement enflé sous le quinquennat qui se termine. Les deux parties ont instrumentalisé l'histoire et la mémoire pour des considérations intérieures. Ce n'est pas par des gestes « mémoriels » que l'on rapprochera les deux diplomates. À la source de l'élargissement du fossé entre les deux, d'une part en Algérie le mouvement de contestation dit du Hirak à partir du 22 février 2019 s'analysait comme un retour aux sources du 5 juillet 1962, un nouveau départ démocratique et révolutionnaire (2). D'autre part en France la remontée de l'ethnicité remettait en cause la liberté de circulation entre France et Algérie instituée par les accords d'Évian (même si elle a été ultérieurement régentée). Les deux parties se retrouvent donc mécaniquement dans la situation de 1962, avec pour conséquence une opposition accrue à fronts renversés entre deux pouvoirs menacés, l'un par le Hirak l'autre par l'extrême droite. Les deux replacent la relation franco-algérienne au cœur d'un débat de politique intérieure. L'alternative au Hirak c'est l'émigration vers la France qui nourrit la popularité de Zemmour. Réciproquement la menace populiste ethnicise une nation-France ramenée à la colonisation et à la guerre qui alimente le ressentiment algérien. Comme s'il n'y avait pas d'utopie. ■

(1). « Son œil dans ma main. Algérie 1961-2019 » à l'IMA jusqu'au 17 juillet.

(2). Admirablement décrit par Malika Rahal, *Algérie 1962. Une histoire populaire*, La Découverte, 2022.



Développement de l'Afrique. L'aide publique au développement privilégie de plus en plus une approche purement financière.

Après le développement, quoi ?

L'Agence Française de Développement (AFD) va changer de nom. Le développement serait en effet devenu un concept dépassé. La question est de savoir par quoi le remplacer. Au-delà du nom et de la méthode, ce sont les notions d'inégalité, de retard, de pauvreté qui sont au cœur du problème.

L'AFD a fêté le 3 décembre 2021 son 80^e anniversaire. Caisse centrale de la France Libre à sa création en 1941, Caisse centrale de la France d'Outre-mer en 1944, Caisse centrale de coopération économique en 1958, Caisse française de développement en 1992 avant de devenir Agence française de développement en 1998, ce ne sera guère que son sixième changement d'appellation. Cette fois il s'agit de remplacer le mot développement, mais pourquoi ne pas aller plus loin : pourquoi ne pas laisser tomber l'adjectif « française » et même le qualificatif d'agence ?

L'idée avancée par le président Macron au faux sommet Afrique-France de Montpellier en novembre 2021, sur une suggestion de l'intellectuel camerounais Achille Mbembe, est de déconstruire « le logiciel relationnel » franco-africain pour préparer sa « refondation ». Comment la qualifier désormais ? Le terme jusqu'ici privilégié de « partenariat » serait lui-même « insuffisant ». C'est celui qu'a adopté la Commission européenne : la commissaire au Développement est devenue commissaire « aux partenariats internationaux ». La loi de programmation du 4 août 2021 qui fixait les objectifs en matière d'aide publique au développement s'intitulait : « relative au développement solidaire et à la lutte contre les

inégalités mondiales ». Le terme « solidaire » pourrait se retrouver dans le nouvel intitulé s'il n'avait des relents trop humanitaires. L'agence pourrait, elle, se muer en « Fonds » car il ne s'agit de rien d'autre que de financement ou plutôt de financiarisation.

Si le nouveau nom, qui devait être annoncé en février lors du sommet euro-africain, est encore tenu secret, un nouveau président du Conseil d'administration a en revanche été investi en la personne de Philippe Le Houérou, en remplacement de Laurence Tubiana, qui avait été l'architecte des accords de Paris sur le climat. L'intéressé a fait toute sa carrière à la Banque mondiale dont il dirigeait récemment la filiale dédiée au secteur privé (*International Finance Corporation*).

Néo-libéralisme. – La tendance actuelle est en effet de privilégier l'approche financière de la relation avec l'Afrique. Le Fonds monétaire international (FMI) avait chiffré le besoin de financement 2021-2025 à 285 milliards de dollars dont la moitié pour les pays les plus pauvres. Le président Macron avait réuni, le 18 mai 2021 à Paris, un sommet sélectif « sur le financement des économies africaines », sujet relayé à Bruxelles les 17 au 18 février lors du Sommet Europe-Afrique qui a vu l'annonce-surprise

par la présidente de la Commission européenne de 150 milliards d'euros, soit la moitié de l'enveloppe de *Global Gateway* (non traduit ! Portail global ?), qui se veut la version européenne des « routes de la soie ».

La conséquence, comme on le voit pour la Chine, est de faire ressurgir la crise de la dette qui avait abouti voici vingt ans à une campagne d'annulation. L'accent mis sur la finance a déjà contraint les institutions à identifier en priorité des projets dits « bancables » donc à privatiser à tour de bras l'eau, l'électricité, les télécommunications. À l'évidence, la cible ne saurait être qu'une classe moyenne et des pays dits à revenus intermédiaires, pas aux pays pauvres ni aux catégories défavorisées. Pour l'AFD depuis 1998, cela a correspondu à la suppression du ministère de la Coopération et à la concentration des moyens au profit de l'agence-pivot autonomisée quoiqu'elle soit supposée agir sous une double tutelle – Affaires étrangères et Finances – où la seule direction du Trésor impose ses critères purement comptables.

Certes le législateur a placé des garde-fous en arrêtant une liste bloquée de vingt pays prioritaires – pratiquement l'Afrique francophone – auxquels seraient consacrés 25 % des concours. Or en la matière, la logique est radicalement différente de

celle des pays dits émergents dont la liste, elle, s'allonge à la Chine, au Brésil, mais aussi aux Balkans et à l'Ukraine. Car la logique n'est plus étatique mais purement de projets où qu'ils soient, découplés d'une vision politique et diplomatique.

Pour ce qui concerne les plus pauvres, que l'on disait dans un vocabulaire ancien « les pays les moins avancés » qui s'était substitué aux « sous-développés » bientôt reconvertis en « pays en voie de développement », il n'y a plus de doctrine, le secteur étant délibérément abandonné au registre de l'humanitaire.

Le traitement des inégalités. – Entre investissement rentable et charité à fonds perdus, disparaît le développement dans le vocabulaire des pays donateurs, pays capitalistes. Du côté des bénéficiaires, il est également et légitimement rejeté au nom de l'égalité, puisque « la main qui donne est toujours au-dessus de celle qui reçoit ». Le terme de développement renverrait, selon eux, à rien moins qu'à une « inégalité des races humaines ». Si l'on exclut des explications de type « culturel » ou « culturaliste » sur le « retard » supposé des uns par rapport aux autres, pour des causes « structurelles », sinon humaines du moins géographiques et désormais climatiques, il convient de se livrer à des recherches ou des questionnements plus approfondis.

C'est ce qui a inspiré l'ouvrage d'un des derniers vétérans de l'anthropologie du développement, Jean-Pierre Olivier de Sardan, « *la revanche des contextes* ». En des analyses savantes, mais tirées de sa longue expérience du terrain, principalement au Niger, il a cherché, « *tel un légiste pratiquant une autopsie* », à déconstruire les concepts et théories multiples et variées véhiculées d'un pays à l'autre par les « experts » et autres « consultants » de ce qui n'est plus et a rarement été du développement, mais une « *industrie du développement* ». Il ne se lamente pas après tant d'autres sur les échecs qui feraient conclure à une inadéquation fondamentale, mais éclaire les causes des « *écarts* », « *discordances* » et autres dysfonctionnements qui sont d'ordre pratique et conjoncturel pour ne pas dire contextuel.

Il existe ainsi deux niveaux de tension qui sont éminemment politiques plus que techniques et qui touchent tous deux à la notion d'État. L'AFD, de plus en plus coordonné avec ses homologues autour du consensus de Washington qui fixe le cadre macroéconomique, via FMI et Banque mondiale, possède ses propres critères d'examen des projets. Le récent sommet euro-africain a montré combien le donateur – plus souvent banquier prêteur – répugnait à toute gestion en commun, l'Afrique demandant en vain la mise en place d'une commission permanente à égalité de statut. Il est vrai que l'Union africaine, en dépit de tous ses efforts, n'a



L'anthropologue Jean-Pierre Olivier de Sardan. Il observe depuis 1960 les sociétés sahéliennes.

pas encore réussi à créer des instances centrales comparables à la Commission européenne. Les critères occidentaux l'emportent donc systématiquement sur les propositions mises en avant par les États locaux. À cela s'ajoute le fait que, comme le déplore Olivier de Sardan, il s'est créé une classe sociale particulière de consultants africains recrutés par les diverses agences internationales, y compris les ONG, une fuite des cerveaux,

Dans le choix des projets, les critères occidentaux l'emportent aujourd'hui systématiquement sur les propositions mises en avant par les États locaux.

écumant les meilleurs fonctionnaires locaux, idéalement formatés, pratiquant la même langue, une *dev-langue*, le savoir international, anglo-compatible, et qui orientent les choix de leurs gouvernements ou vont faire carrière dans les bureaux de Washington ou de New York, voire les ambassades étrangères dans leurs propres pays.

Les modes de gouvernance. – Il est un autre niveau où se concentrent les enjeux de pouvoir : entre les centres et les périphéries, entre les administrations centrales et les communautés locales, entre l'État national et les bassins transfrontaliers, entre les capitales et les territoires, bref entre pays légal et pays réel.

Olivier de Sardan s'emploie à montrer que la soi-disant économie informelle n'est pas dépourvue de règles et de « normes pratiques » qui, simplement, échappent aux canons de la comptabili-

té publique ou commerciale en vigueur dans l'économie formelle. Il ne suffit pas de vouloir ramener la première dans la seconde pour assurer le « *développement* ». On risquerait de la tuer mais de toute façon elle se recréera ailleurs et autrement. Il y a bien longtemps que l'on a fait la théorie de l'évitement ou du contournement qui consistait, depuis la période coloniale, pour la paysannerie à échapper aux contraintes administratives de tous ordres, bref à devenir des « *invisibles* ». « *L'ingénierie sociale* » des projets de développement, la « *coopération* » au temps de l'assistance technique, a dû progressivement avoir recours à des sociologues et bientôt à des ethnologues afin d'adapter pragmatiquement aux situations locales ce que l'auteur appelle les « *modèles voyageurs* » jugés interchangeables d'un territoire et d'une population à l'autre. Pourquoi ce qui a marché ici ne marche pas là ? Comment peut-on croire qu'une recette mexicaine ou coréenne fonctionne aussi bien à Lomé ou à Gao ?

« *Revanche des contextes* » ne se résume pas à une « *revanche des cultures* » ou une « *revanche de l'histoire* ». Il n'y a chez Olivier de Sardan nul relativisme social, encore moins de traditionalisme africain comme en avait témoigné le trop mémorable discours de Sarkozy à Dakar en 2007, mais une grande confiance dans les « *réformateurs de l'intérieur* ».

Dans l'esprit de l'anthropologue, qui entend rester au niveau du terrain, dans une perspective de l'en-bas, autrement dit du courant de « *l'histoire subalterne* », il célèbre d'abord des « *réformateurs du milieu* » au sein des communes, des individus dans leur environnement immédiat, qu'il s'agisse par exemple de l'hôpital, la santé étant sa spécialité, ou de l'éducation.

Ensuite se pose la question des « *réformateurs d'en haut* », au sein même de l'État, au niveau des ministères. C'est un peu la limite de l'analyse. Olivier de Sardan se situe dans une histoire qui paraît aujourd'hui dépassée par l'actualité. Il en a conscience pour avoir introduit ici ou là une page sur la vague islamique ou à l'évidence dérange le déroulement de sa démonstration et qu'il ne parvient pas à intégrer. Ce qui signifierait qu'avant même que le constat des déficiences du développement ne soit adopté ouvrant à sa réforme, une logique radicalement différente est déjà en voie de s'imposer qui rendrait celle-ci caduque. L'échec patent de la liaison sécurité-développement, de la combinaison de l'action militaire et des projets de développement, initiée lors de l'opération Barkhane au Sahel, devrait conduire à de profondes remises en cause. ■

DOMINIQUE DECHERF.

► Jean-Pierre Olivier de Sardan, *La Revanche des contextes. Des mésaventures de l'ingénierie sociale, en Afrique et au-delà*, Karthala, avril 2021.

Laurent Joly révèle le projet Zemmour



L'historien
Laurent Joly.

Mais pourquoi donc Éric Zemmour s'obstine-t-il à faire de Pétain le sauveur des Juifs français ? Son révisionnisme éculé trouve son sens dans un projet soigneusement médité.

Lorsque des historiens de métier dévoilent les mensonges d'Éric Zemmour, le polémiste devenu candidat les dénonce comme « idéologues ». Tout détenteur autoproclamé de la Vérité utilise ce procédé rhétorique, qui permet de briller dans les médias mais qui ne résiste pas à un examen méthodique. Historien de Vichy, de l'antisémitisme et de l'extrême droite, Laurent Joly en apporte la démonstration minutieuse en soulignant d'abord que le brio du polémiste masque un vieux fond de sauce idéologique : il s'agit du maurrassisme, creuset du nationalisme ethnique

et du populisme, que l'on retrouve en fortes doses en 1940 dans la Révolution nationale.

L'époustouflante transgression sur Pétain, « sauveur » des Juifs français et bouclier de la nation, n'est rien d'autre qu'une reprise paresseuse de la plaidoirie de M^e Isorni, avocat de Pétain. S'y ajoute une compilation des écrits de Robert Aron, auteur en 1954 d'un ouvrage trop rapidement trossé sur l'histoire de Vichy, d'Alfred Fabre-Luce, ancien collabo, et de quelques autres figures douteuses. Éric Zemmour se dit gaulliste, en oubliant que le Général a im-

médiatement rejeté la fable de l'épée et du bouclier inventée par le colonel Rémy : dès 1940, les gaullistes ont combattu Pétain comme traître à la patrie.

Pour défendre ses affabulations, Éric Zemmour manipule les témoignages, tronque les textes, déforme les faits, accumule les approximations, monte un invraisemblable procès contre Robert Paxton (qui mérite d'autres critiques) et s'oppose à tous les historiens de la période vichyste – tous sauf un, Alain Michel, largement récusé par ses collègues. Les démonstrations de Laurent Joly sont implacables : nous avons affaire à un révisionnisme et le prétendu sauvetage des Juifs français par Pétain relève du négationnisme.

L'obstination zemmourienne à plaider l'implaidable ne relève pas de la pathologie mais d'un projet politique mûrement réfléchi, qu'en suivant Laurent Joly on peut résumer ainsi : pour gagner, il faut faire l'union des droites, que Jacques Chirac et ses successeurs avaient empêchée en faisant barrage au Front national.

Cette union implique la réconciliation entre droite vichyste et droite gaulliste, d'où la reprise de la fable de l'épée gaullienne et du bouclier pétainiste.

Libérer la droite de ses complexes, c'est ce qui permettrait l'expulsion massive d'arabo-musulmans au prix de la destruction de notre État de droit. Affirmer que Pétain a sacrifié les Juifs étrangers pour sauver les Juifs français, c'est préparer les esprits à un calcul « réaliste » face à la prétendue menace du grand remplacement.

Dans les premières pages de son livre, Laurent Joly écrit que « le cas Zemmour est sans précédent. Jamais, dans l'histoire politique de la France depuis deux cents ans, un tel profil d'écrivain-doctrinaire marqué à l'extrême droite n'a été en mesure de jouer un rôle de premier plan ». Dénonçant ses thèses il y a quelques années, nous avions souhaité sa candidature, et son échec, à la présidentielle. Éric Zemmour a franchi le premier pas. Le voici devant le peuple français. Il est indispensable que chacun sache que la politique de Monsieur Z consiste à fracturer la France par une violence délibérée, comme Pétain l'avait fait. ■

BERTRAND RENOUVIN.

► **Laurent Joly, *La Falsification de l'Histoire, Éric Zemmour, l'extrême droite, Vichy et les Juifs*, Grasset, janvier 2022.**

Dans les revues

■ **Démographie française.** – Tout le monde a le droit d'avoir une position personnelle, même la plus extrême, sur la population, l'immigration, la fécondité etc. Mais à une condition, qui n'a rien à voir avec la liberté d'expression : ne pas falsifier les chiffres. C'est pourtant ce que l'on voit dans les déclarations alarmistes, voire catastrophistes, sur l'explosion démographique dans le monde, l'invasion d'immigrants, le « grand remplacement », l'effondrement de notre population « de souche », l'impossibilité de toute « assimilation » des immigrants, l'excès de fécondité des étrangers (du Sud), etc. Or ces analyses, souvent fondées sur des bases fausses quand ce n'est pas sur l'absence complète de bases, sont en train d'envahir les esprits, poussant nos gouvernants à prendre des



positions et des mesures démagogiques, en particulier sur l'immigration.

Il faut donc, avant toute élaboration de propositions politiques ayant trait à la démographie, savoir de quoi l'on parle. Et c'est facile. L'Institut national d'études démographiques, l'Ined, publie régulièrement une revue, *Population et Sociétés (P & S)*, qui fait le point sur toutes ces évolutions. La revue est gratuite et disponible sur la toile. Parmi ses derniers numéros, nous trouvons un dossier sur les migrations internationales (n° 594), qui nous éclaire sur le nombre d'immigrés en France (4,9 millions sur une population de 67) (1); sur la fécondité en France (n° 575), qui reste avec 1,84 enfant par femme, la plus élevée d'Europe, mais devient insuffisante pour renouveler la population; sur les retraites (n° 574), etc. Les travaux présentés par *P & S* ne se limitent pas au seul cas français. Le numéro 596 (janvier 2022) nous parle

des nouvelles décisions chinoises pour « corriger » l'effondrement démographique du pays. Analyse passionnante qui reprend les décisions aussi désastreuses qu'inutiles qui se sont succédé en Chine depuis « l'enfant unique », et montre à quel point la démographie n'est pas un indice manipulable.

Le dernier numéro (597, février 2022) est riche d'informations sur les points qui font en ce moment polémique dans la campagne présidentielle, puisqu'il traite de « La population française [qui] devrait continuer de vieillir d'ici un demi-siècle ». À partir des nouvelles données de fécondité, vieillissement, mortalité, immigration, etc., le « scénario central » pour 2070 nous montre que la population française atteindra un maximum proche de 70 millions en 2035, puis diminuera par la suite. En prenant les valeurs les plus probables comme référence, ce scénario se situe dans une fourchette entre les valeurs théoriques maximales

(fortes fécondité et immigration) de 79 millions de personnes et minimales (scénario inverse) de 58 millions. On le voit, la question de l'immigration, hors de toute polémique, devra être prise en compte avec des choix politiques différents suivant que la fécondité permettra ou pas le maintien de la population de notre pays.

Bref, une revue essentielle pour toute analyse politique sur l'évolution de la population de notre pays. Elle est facile à lire, illustrée de nombreux schémas, un résumé est ajouté à la fin de chaque numéro : aucune excuse pour ne pas la consulter avant toute réflexion sur la population française !

FRANÇOIS GERLOTTO.

(1) L'INED a publié en 2015 un travail considérable sur « Trajectoires et Origines » qui fait un point complet sur ces questions

► **Population & Société**
<https://www.ined.fr/fr/publications/editions/population-et-societes/>

DR



par Gérard Leclerc

Le salut par Julien Green

Mes recensions les plus récentes dans cette chronique m'ont permis de revenir sur des figures aussi éminentes de la littérature contemporaine que Mauriac (1) et Bernanos (2). Le qualificatif de catholique, dans les deux cas, se trouve amplement justifié par une profondeur spirituelle qui affecte l'ensemble de leurs œuvres d'une façon singulière. Scruter les tréfonds de l'âme, c'est atteindre des zones plus augustinienne que freudiennes, même si elles ne sont pas sans relations. À bien des égards – c'était la conviction de Lacan – *Les Confessions* d'Augustin anticipent sur les découvertes de la psychanalyse, ne serait-ce que parce qu'un sujet se raconte devant un Autre. La grande différence, c'est que l'évêque d'Hippone, dans *« les immenses palais de la mémoire »*, est en quête d'une rencontre avec *« quelqu'un qui soit en moi plus moi-même que moi »*, selon la traduction de Claudel.

S'il est un autre écrivain contemporain que l'on peut associer à cette même famille d'esprit, parce qu'il participe de la même quête, c'est bien Julien Green, qui est pourtant de nationalité américaine, mais qui appartient complètement à notre littérature. Pour s'en persuader, il convient de lire le court essai que François Huguenin consacre à sa découverte de cet auteur d'un prodigieux journal et de tant de romans qui comptent parmi les plus denses du XX^e siècle : *« Cette rencontre provoquait en moi une vibration inconnue, comme celle que l'on ressent, sans pouvoir encore la nommer, dans les premiers regards amoureux. Sans pouvoir dire complètement pourquoi, même si je comprenais à quel point les démêlés de Green avec la sexualité et son aspiration spirituelle – qui était en germe au plus profond de mon âme – pouvaient trouver un écho dans ma vie, j'étais rejoint au plus intime, dans ce lieu dont seul Dieu possède la cartographie, dans lequel je ne m'étais guère aventuré, car, comme le dit saint Augustin dans Les Confessions, j'étais en dehors de moi-même. »*

En quelques phrases denses, François Huguenin nous introduit ainsi directement au cœur du bouleversement qu'a produit en lui la lecture continue de tous les livres de Julien Green et d'abord ses romans, après qu'il se fut plongé dans *Moïra*. Mais ici, je dois faire un aveu. Ma propre connaissance de Green est plutôt modeste. J'ai lu quelques tomes de son journal, et ma contribution critique se ramène à un seul article publié dans *Le Figaro* à la demande Jean-Marie Rouart. Et si je soupçonnais la portée du drame qui se trouve à l'origine de toute une traversée, avec sa traduction exceptionnelle, j'étais très loin d'en recevoir la morsure. Il a donc fallu la confession de François Huguenin, qui, lui, a vécu, jusque dans la douleur, mais aussi la délivrance, un témoignage qui a transformé son existence, pour éveiller ma conscience à l'importance du phénomène Julien Green.

Depuis la parution du journal intégral, qui a mis à jour la vie sexuelle déchaînée de l'écrivain dans son orientation homosexuelle, on comprend mieux la contradiction infernale d'un homme partagé entre ses pulsions insurmontables et une foi chrétienne qui condamne sa conduite. Cette énigme qu'il est à lui-même, Green ne cesse de l'exposer : *« J'ai quelquefois le sentiment qu'il y a derrière tout ce que je fais, derrière tout ce que je pense, toutes sortes de choses que je ne comprendrai jamais. Ne viennent-elles pas de moi, de mon cerveau ? Et si elles viennent de moi, pourquoi me restent-elles étrangères ? Est-ce que je ne m'appartiens pas ? Est-ce qu'il y a une portée de moi-même qui est hors de ma portée ? »*

Il ne s'agit pas seulement d'une contradiction intellectuelle mais bel et bien existentielle qui le dévore et le déchire : *« Ce qu'il désirait le plus follement lui faisait horreur. »*

François Huguenin s'attache à parcourir les romans, en montrant qu'ils concernent tous la biographie du romancier et nous en disent, au fond, beaucoup plus que le journal. Chacun dévoile *« un mystère que l'on peut saisir à demi-mot »*. Autant dire qu'on est en dehors de toute littérature pieuse, qu'à l'égal de Bernanos, Green exécrerait. Mais c'est à ce prix que se révèle un sens qui touche *« à la mémoire, à l'inconscient et à la grâce »*. Si Green n'a jamais eu recours à la psychanalyse, bien qu'il se soit intéressé à certaines de ses désinences, à Jung notamment, c'est bien une sorte d'analyse de lui qu'il conduit et qui aboutit à dévoiler les traumatismes de l'enfance, avec le retour à la mère *« à la fois présente et absente, aimante et castratrice »*.

Au terme d'une anamnèse terrible, peut-on penser qu'il y a trouée vers la lumière, avec le secours de la grâce ? À Bernard Pivot, qui lui posait la fameuse question d'Apostrophes : *« Que voulez-vous que vous dise Dieu lorsque vous serez devant lui ? »* Julien Green avait répondu : *« Je suis le grand Pardonneur. »* Cela ne rejoignait-il pas la formule de saint Jean : *« Si ton cœur te condamne, Dieu est plus grand que ton cœur. »* Cette pensée de la miséricorde n'abolit pas la crainte de la réprobation, mais la certitude d'une présence aimante, éprouvée dans un moment privilégié, finit par persuader que décidément *« tout est grâce »* même l'expérience du péché qui a permis de rebondir dans la nuit. Le seul péché irrémissible c'est au fond le refus de l'amour de Dieu.

J'ai laissé de côté la relation que l'essayiste entretient avec lui. Car François Huguenin n'est pas le lecteur qui se concentre sur la critique d'une œuvre. En expliquant qui est Julien Green, il s'explique lui-même en quelque sorte. Car, non seulement son œuvre l'a durablement impressionné, mais elle l'a guéri ! Elle a joué pour lui une sorte de rôle psychanalytique, en mettant à jour ses propres blessures, en même temps qu'elle rejoignait en lui la foi de son baptême, en l'épurant de tout ce qui entravait son essor. L'orientation homosexuelle de Julien Green lui est étrangère. Ce n'est pas l'essentiel ici. L'essentiel c'est un blocage affectif, né aussi dans la petite enfance, avec des scènes primitives assez voisines. Le blocage s'aggrave sans aucun doute, du fait d'un père dont il dit qu'il n'arrivait pas à l'aimer, du fait de sa dureté, de son étroitesse intellectuelle et d'une curieuse religion où la foi est absente.

Il a fallu à François Huguenin tout un chemin pour se libérer de ce carcan. Une aide psychologique s'est révélée nécessaire, un approfondissement spirituel s'est affirmé. Mais il y a eu la rencontre du grand écrivain en qui il a reconnu le médiateur qui lui a permis de comprendre : *« Dans le tunnel de la vie, il est un moment où tout est noir. Et puis, il arrive un instant où la lumière jaillit au bout du tunnel et où l'on sait que les ténèbres toujours présentes n'auront pas le dernier mot (...) Julien Green est le frère qui me tendit la main, me murmurant au cœur de mes nuits que la nuit est lumière comme le jour. »* ■

(1) Royaliste n° 1223.

(2) Royaliste n° 1220.

► François Huguenin, *La Nuit comme le jour est lumière*, Les éditions du Cerf, janvier 2022.

Plongée dans la “France d’après”

La France change et les Français avec elle. Dans leur dernier essai, Jérôme Fourquet et Jean-Laurent Cassely décrivent les dynamiques qui parcourent un pays tertiarisé, déchristianisé et urbanisé.

Deux ans après *L'Archipel français*, essai salué mais ô combien commenté révélant les fractures de la société, le politologue Jérôme Fourquet et le journaliste Jean-Laurent Cassely ont récemment publié une nouvelle enquête, *La France sous nos yeux*. Quoique l'approche initiale s'attache aux territoires plus qu'aux individus, ses conclusions corroborent la thèse de l'archipelisation. Le pays est en mutation. Sa géographie reflète les modes de vie des Français qui occupent l'espace et témoigne des influences qui s'y sédimentent.

Des transformations multiples. – Fourquet et Cassely recourent avec insistance à l'expression pourtant imprécise de « *France d'après* ». Non parce que le pays aurait connu une rupture nette, mais parce qu'il ne ressemble en rien à la « *France d'avant* », telle qu'elle apparaissait dans les études menées par Lucien Febvre ou André Siegfried au siècle passé. Les mutations aujourd'hui observées par les auteurs correspondent à des phénomènes progressivement apparus au cours des décennies qui ont succédé aux Trente glorieuses.

L'économie locale a métamorphosé des espaces et, ce faisant, conditionné les mœurs. C'est ainsi que le déclin de la pêche et des chantiers navals a motivé la mue de Fécamp et de La Ciotat en ports de plaisance plus ou moins chics. Que la désindustrialisation marquée à l'Est et dans le Nord du pays a relégué au rang de souvenirs la vitalité des cités ouvrières, aujourd'hui reconverties en logements sociaux à Contrexéville ou à Vittef. Que le Pas-de-Calais et ses anciennes mines classées au patrimoine de l'Unesco se cherchent un avenir dans le tourisme. Que la diminution de l'enneigement, entre autres facteurs, a remis en cause le modèle de la station de ski démocratisée, et convaincu Val d'Isère de se tourner vers des offres haut de gamme pour clientèle aisée. Que Chambord, Versailles ou Fontainebleau, tout en demeurant des destinations privilégiées, sont désormais détrônés par le passage obligé des visiteurs à Disneyland Paris. Que le modèle du « village de marques » (Miramas, Romans-sur-Isère...) créé de toutes pièces est en plein essor, alliant charme vernaculaire et soif de consommation. Que le processus de gentrification des centres-villes ne conduit pas au remplacement de la population mais à une cohabitation hétéroclite que traduisent tant les commerces de quartiers



Jérôme Fourquet. Directeur à l'Ifop, il scrute depuis des années les évolutions de la société française.

(la micro-brasserie bobo côtoie aisément le kebab) que les résultats électoraux d'un bureau de vote à l'autre. Qu'aux ronds-points et en périphérie des villes, ont fleuri

Les 500 plus grandes fortunes françaises sont principalement dans l'immobilier, le luxe et les holdings, très minoritairement dans l'industrie.

les grandes enseignes qui disent tout de l'évolution des modes de consommation de la « *France périphérique* » : le Buffalo Grill plutôt que le Courtepaillle, les chaînes ou franchises de boulangerie plutôt que l'artisan-boulangier indépendant, la multiplication des grandes surfaces à prix discount...

L'essai comprend des développements conséquents et plutôt sympathiques sur les habitudes alimentaires des Français, imprégnées des cultures américaine (*fast-food*), japonaise (*sushis shops*) ou turco-magrébine (*kebabs*), au détriment d'une cuisine traditionnelle et ses déclinaisons régionales. De même, des préoccupations diététiques expliquent la disparition de ce qui était, il y a plus d'un quart de siècle, la graisse de cuisson la plus répandue dans le pays, le saindoux, pour favoriser la diffusion de l'huile d'olive.

Une radiographie des inégalités. – L'inévitable transformation d'un pays n'est que le sillon laissé par un changement d'époque. Il faut pourtant percevoir, dans cette somme de portraits, de statistiques et de cartes, les signes du creusement des inégalités. La France qui apparaît sous

nos yeux est une grande puissance déclinante, post-industrielle, post-agricole et en cours d'*ubérisation*. Fourquet et Cassely observent l'éclatement des « *constellations* » (les élites, le centre et les classes populaires) chères au sociologue Henri Mendras. Un effet d'attraction vertigineux s'opère vers le bas. Les travailleurs précaires mais acharnés méprisent les « *cassos* » perçus comme des oisifs vivant des allocations et fréquentant les Restos du Cœur. Comme pour conjurer le sort qui les menace eux aussi dans la société du chômage de masse... Ces actifs paupérisés, qui ont délaissé Intermarché pour Lidl et recourent au crédit à la consommation, partagent désormais leurs difficultés avec la couche inférieure des classes moyennes, en plein décrochage. Quant aux enseignants, culturellement rattachés aux élites, ils connaissent eux aussi la dégradation de leurs conditions d'existence qui les rapproche plus que jamais de la classe moyenne.

La France d'après l'industrie, celle d'une tertiarisation dévastatrice, a ses vainqueurs. La comparaison des 500 plus grandes fortunes françaises à vingt ans d'intervalle (1998/2020) acte le déclin des industriels (164 représentants contre 68) et confirme que les secteurs de l'immobilier-hôtellerie, du luxe et des holdings sont en plein « boom ». En aval de ces ultra-riches, s'épanouit l'univers des *startups* (600 000 emplois), qui combine vie urbaine, multilinguisme, ouverture sur le monde et formation élitaine par les grandes écoles. Un abîme sépare ces jeunes actifs, biberonnés aux technologies et à l'innovation, des manutentionnaires exploités dans les entrepôts des grandes plateformes de commerce en ligne. Un autre les agriculteurs bio de la Drôme, des journalistes-télé heureux propriétaires d'un appartement à Biarritz. Un autre encore les micro-entrepreneurs, rémunérés 1 200 euros par mois en moyenne, de l'ouvrière salariée d'une firme de prêt-à-porter.

La variété des statuts sociaux ne caractérise en rien notre époque. Mais quand les inégalités s'aggravent et qu'elles s'accompagnent de la dilution des marqueurs culturels nationaux ou régionaux dans un syncrétisme d'influences exogènes, de la montée en puissance de l'ésotérisme (attrait croissant pour la sorcellerie ou le chamanisme !) au détriment de la religion traditionnelle, la question se pose de savoir ce qui pourra encore assurer, à long terme, la cohésion d'un peuple et d'un territoire pour que demeure ce qui est leur émanation essentielle : la nation. ■

CASIMIR MAZET.

► Jérôme Fourquet et Jean-Laurent Cassely, *La France sous nos yeux. Économie, paysages, nouveaux modes de vie*, Paris, Seuil, octobre 2021.

Daniel Cordier, l'Histoire et la mémoire

Acteur et témoin de la Résistance, devenu historien pour défendre la mémoire de Jean Moulin, Daniel Cordier a provoqué un passionnant débat sur l'écriture de l'histoire récente.

Tout a commencé en 1977 par un débat télévisé. Humilié en direct par Henri Frenay, chef du mouvement Combat, étonné par les témoignages de ses anciens camarades, Daniel Cordier décide à 57 ans de se faire historien pour établir la vérité sur Jean Moulin, accusé de cryptocommunisme.

Aidé par deux historiens de métier – François Bédarida et Jean-Pierre Azéma –, assisté par une équipe de jeunes chercheurs, l'ancien secrétaire de Jean Moulin produisit sur l'inconnu du Panthéon un travail considérable, appuyé sur une masse d'archives jusqu'alors inaccessibles. Reconnu comme historien sans avoir franchi la moindre étape universitaire, Daniel Cordier fut invité à présenter ses recherches lors d'une mémorable journée d'études, tenue à la Sorbonne le 9 juin 1983 sous l'égide d'éminents historiens et en présence de plusieurs personnalités de la Résistance.

Laurent Douzou explique comment s'est organisée cette journée, présente le bilan des



Daniel Cordier (1920-2020).

études sur la Résistance menées depuis la Libération, résume l'intervention de Daniel Cordier et les répliques, parfois vives, de ses anciens camarades de lutte – notamment Claude Bourdet, Henri Noguères, René Hostache. Eugène Claudius-Petit déclara que les propos de Daniel Cordier lui donnaient l'impression que « la Résistance était jugée par l'administration de la Résistance » alors que l'ancien secrétaire de Jean Moulin critiquait vertement l'amateurisme et la guerre des chefs de mouvement.

Le déroulement de cette journée constitue un tournant historiographique majeur, provoqué par un témoin devenu historien et qui récuse ou conteste les témoignages de

ses anciens compagnons par un recours méthodique aux archives. Il y a un moment Daniel Cordier parce que l'histoire orale, qui recueille la parole de ceux qui ont vécu une période historique, cesse de se développer en raison du retour aux sources écrites qui s'opère avec Daniel Cordier.

Il faut, bien entendu, éviter les simplifications. Les historiens n'ont jamais accordé une confiance aveugle aux témoins et, par ailleurs, Daniel Cordier n'est pas le seul témoin qui soit devenu historien : Jean-Louis Crémieux-Brilhac a publié en 1996 une *Histoire de la France libre* qui fait toujours autorité. Enfin, Daniel Cordier n'a pas hésité à utiliser son témoignage personnel pour conforter son récit, *La*

République des catacombes se situant entre histoire et mémoire.

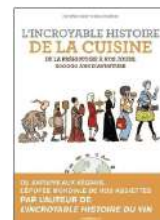
Citant Lucien Febvre, Laurent Douzou note que « l'histoire telle qu'elle s'écrit change nécessairement au fil du temps parce que le présent ne cesse de reformuler les questions qu'il pose au passé ». Il y aura encore et toujours d'autres histoires de la Résistance. ■

B. LA RICHARDAIS.

Bande dessinée

■ L'Incroyable Histoire de la cuisine en BD.

- Aborder 500 siècles d'histoire de la cuisine à travers le monde en 200 pages de BD documentaire :



tel est le défi excellemment relevé par Stéphane Douay (dessinateur) et Benoist Simmat (journaliste, essayiste et scénariste de BD – notamment de *L'Incroyable Histoire du vin*).

Cette présentation chronologique très documentée et abondamment illustrée expose comment l'on passe d'une simple consommation d'aliments pour se nourrir à de véritables élaborations culinaires ayant traversé le temps et les continents et faisant entrer en jeu des composants des plus variés : du simple critère roboratif à la diététique, des banquets conviviaux aux dîners diplomatiques, des premières hôtelleries au restaurant moderne, de la cuisine industrielle et capitaliste au mouvement *slow food*, etc.

Cet ouvrage nous rappelle que la civilisation égyptienne fut la première à maîtriser entièrement le procédé de vinification tel que nous le connaissons aujourd'hui, que la charcuterie était la grande spécialité des Gaulois, ou encore que « le système culinaire développé à Versailles sous l'autorité de Louis XIV [fut] le socle de la gastronomie française » actuelle.

À savourer page après page jusqu'aux recettes originales en fin d'ouvrage tel le *garum* romain, le *donburi* *Oyakodon* ou le pâté de lamproie. M. B.

► Stéphane Douay et Benoist Simmat, *L'Incroyable histoire de la cuisine. De la préhistoire à nos jours, 500 000 ans d'aventure*. Les Arènes, novembre 2021.

Défense nationale

■ Histoire de l'IHEDN.

- Cet ouvrage publié de concert avec l'institution retrace l'évolution et le rôle de l'Institut des hautes études de la Défense nationale (IHEDN).



Né en 1937 d'une idée de l'amiral Castex père des études de défense en France, le collège des hautes études de défense nationale avait pour mission d'associer aux exercices militaires de haut niveau des responsables des administrations civiles concernées, et de contribuer à la recherche stratégique.

Après la guerre, l'IHEDN d'abord limité à la session nationale s'est élargi à la société civile, avec une méthode de travail qui restera : des conférences de haut niveau, des visites et des travaux en comité regroupant une quinzaine d'auditeurs. L'ouvrage présente, de façon objective, les conflits de politique de défense dont l'Institut fut l'enjeu.

L'IHEDN s'est étendu au fil du temps avec les sessions régionales, les sessions jeunes, les sessions européennes, maritimes, etc. Sans détailler ces évolutions, notons que le travail de recherche s'est effacé au profit d'une mission de promotion de l'esprit de défense. Ce furent notamment les « *trinités académiques* » créés il y a 35 ans, qui ont connu un essor remarquable sous l'égide de deux responsables, Pierre-Yves Savel-

li et Olivier de Lavenère Lussan et touchent désormais des centaines de milliers d'élèves, et les « *conseillers défense* ».

Si les productions des auditeurs sont souvent d'un conservatisme assez plat, le réseau a su prouver son efficacité, à la fois pour protéger l'Institut de la rapacité de Bercy et pour mettre son influence réelle au service de l'esprit de défense. Tout est d'ailleurs fait pour souder ce réseau, des comités restant souvent liés pendant des décennies au tutoiement de rigueur (il y aurait une thèse à écrire sur le tutoiement de caste en France...). Un réseau souvent qualifié de « *club conservateur* » qui doit devenir vraiment militant.

ÉRIC CEZEMBRE.

► Philippe Vial et Guillaume Denglos, *Histoire de l'IHEDN. Penser la défense*, Tallandier, novembre 2021.

Marguerite, Geneviève, Monique et Gabriel Fillerin

Après l'arrestation de Norbert Fillerin, toute sa famille entre dans la Résistance et donne du fil à retordre aux Allemands.

Dans les différentes zones, les nazis n'informent absolument pas l'État français (justice, police), ni les familles, de leurs décisions. À partir du 5 mars 1943, à la suite de l'arrestation de Norbert Fillerin, sa famille n'a plus aucune nouvelle. De plus, l'anéantissement de la filière Pat O'Leary en zone interdite, laisse la Résistance sans moyens pour exfiltrer les rescapés. Pourtant Marguerite Fillerin accueille toujours des aviateurs. Comme le dit Monique sa cadette : *« Je suis d'une famille où la question ne se posait pas. À la maison, la seule chose qui nous était interdite, c'était la bêtise »*.

En 1942, lorsque Norbert Fillerin a créé le réseau « K6, Les frères de la côte », sa femme et lui, ont rencontré les résistants-passeurs des villages d'alentour. Dès l'implantation du mouvement « *Organisation Civile et Militaire* » (1) les groupes de Lumbres et de Renti-Fauquembergues s'y affilient.

En juillet 1943, Marguerite s'appuie sur ses relations résistantes pour retrouver une filière. Les premiers sont évacués par le réseau Comète (2), puis par la filière Bordeaux-Loupiac. En novembre 1943, Geneviève (17 ans) et sa sœur Monique (16 ans) accompagnent le pilote John Daly jusqu'à Paris dans la famille d'Henri Maréchaux (3). De juillet à décembre, Le groupe de Renty va poursuivre ses ramassages, ses caches et ses extractions.

Époque où la *Wehrmacht* fait face à de nombreux revers (Stalingrad, débarquement américain en Algérie, etc.). Elle se transforme d'armée offensive en armée défensive et envisage sérieusement une tentative de débarquement des Alliés à Calais. Les nazis décident d'y construire des rampes de lancement pour les bombes volantes (V1 et V2). Immédiatement le contre-espionnage (l'Abwehr section III F) de Lille renforce sa présence. Erwin Streif (adjudant dans la SS) infiltre le groupe OCM de Lumbres. François Havet, André Constant, etc., ainsi que Raymond Boulet de Verchin sont arrêtés le 30 décembre 1943. Pourtant, le 4 janvier 1944, les Fillerin accueillent un nouvel arrivant. Le 8, la *Geheime Staatspolizei* arrête Marguerite, la mère, pendant que sa fille sort avec l'aviateur canadien par la porte de derrière.

Madame Marguerite Fillerin est conduite à la prison de Béthune. Le tribunal de la *Luftwaffe* d'Arras la condamne, le 18 jan-



Norbert Fillerin et ses trois enfants, Geneviève, Monique et Gabriel.

vier, à mort pour avoir transmis des documents sur les V1. Transférée à la prison de Loos, sa condamnation est commuée en travaux forcés. Elle est déportée à la prison de Cologne, puis au camp de Deutz et à celui de Münstergsdorf. Retour en prison à Rheinbach, puis Cologne et encore Dortmund, enfin au camp de Gütersloh (Westphalie), d'où elle est libérée par la 9^e armée des États-Unis, le 11 avril 1945.

« Ceux-là, tout cœur, ont détesté la tyrannie ordonnancière des polices / Qui emboîtés à Fresnes en chambre cellière, / Ou torturés en garçonniers d'Otto Abetz, / Ont maudit toutes les farces justicières. / Chantez donc leur : de Profondis ! »

Poème de Norbert Fillerin

Pendant ce temps, ces deux jeunes filles, aidées par leur grand-mère Marie Cadet-Jennequin, poursuivent le combat. *« Au début, nous nous sommes occupé ma sœur et moi de chercher un logement pour les pilotes qu'on nous amenait et de leur procurer des papiers d'identité et de trouver une nouvelle voie d'évacuation. Tout cela était assez difficile car les amis qui nous aidaient avant l'arrestation de maman voyant ce qui était arrivé ne voulaient plus rien faire... (Monique) »*.

Geneviève et Monique ont fort à faire car l'aviation alliée commence à bombarder les bases de V1, opération *Crossbow* (Arbalète), et la DCA allemande fait de nombreuses victimes. Elles trouvent des nouvelles filières par le réseau Marie-Odile (cf. *Royaliste* n° 1220) et le réseau Hunter-Nord. Alors que les combats pour la libération commencent, Geneviève et Monique reçoivent trois pilotes d'un Halifax

abattu le 11 juin. Elles cachent Don Fulton, Benny Wilson, Keith Patrick jusqu'à la Libération le 6 septembre 1944. Entre-temps, leur petit frère Gabriel s'engage, avec son cousin Jacques Thierry, dans les FFI. Ils participent aux abattages d'arbres, cachent des armes dans la maison familiale (4) et collaborent à la Libération. Madame Marguerite Fillerin à peine sortie des camps, est élue au conseil municipal de Renty et sera réélue jusqu'en 1965.

Norbert et Marguerite, ont reçu la médaille de la Résistance française, eux et leurs filles Geneviève et Monique, la croix de guerre et la *King's medall of Freedom* du Royaume-Uni. Norbert Fillerin est décédé en 1977, Marguerite Fillerin et sa fille Geneviève en 1980, Gabriel en 2012 et Monique, après avoir reçu la Légion d'Honneur, en 2015. ■

FRANÇOIS-MARIN FLEUTOT.
(À suivre : Henri Veit.)

(1). L'Organisation civile et militaire est fondée en décembre 1940 à Paris par l'industriel Jacques Arthuys (arrêté en 1941) et Maxime Blocq-Mascart (Confédération des travailleurs Intellectuels). L'OCM recrute dans la bourgeoisie, l'industrie, parmi les commerçants, les anciens combattants, les professions libérales (avocats, architectes), et les universitaires.

(2). La ligne Comète a été créée en 1941 par mademoiselle Andrée De Jongh (1916-2007) en menant elle-même depuis Bruxelles jusqu'à la frontière espagnole près d'une centaine d'aviateurs. On estime que le réseau a permis l'évacuation de 600 aviateurs. Andrée De Jongh est arrêtée le 15 janvier 1943, envoyée à la prison de Saint-Gilles, déportée en Allemagne (juillet 1943), internée dans plusieurs prisons, puis dans les camps de Ravensbrück et de Mauthausen. Elle est libérée par la Croix-Rouge internationale le 22 avril 1945.

(3). Peu de temps après, le 4 janvier, Henri et Jacques Maréchaux sont arrêtés. Henri décède le 25 novembre 1944 à Flossenbourg, son fils Jacques, 18 ans, le 8 mars 1945, à Bergen-Belsen.

(4). Au moment des événements d'Algérie, en 1961, la police retrouve les armes dans la petite ferme de Renty. Immédiatement, Norbert est accusé, lui n'y voit qu'une vengeance politique... mais les experts constatent que toutes ses armes sont bien inutilisables.

► Les Fillerin de Renty, une famille dans la Résistance, diaporama de l'exposition de 2016 sur calameo.com

► René Lesage, *Historique du groupe Fillerin, Mémoire de guerre n° 2*, Comité d'histoire du Haut-Pays, 1990. Et, *La Famille Fillerin de Renty*, Bulletin des Sources Généalogiques et Historiques des Provinces du Nord, octobre 2012.

► Vincent Drome, *L'Histoire de Pat O'Leary*, traduction de Marcel Julian et Anne Argéla, Éd. Amiot-Dumont, 1957.

Solidarité avec les harkis

■ On peut consulter sur Internet le mémoire soutenu par Katia Khemache à l'Université de Bordeaux 3 : 1975, la révolte harkie, l'émergence de la seconde génération (1). C'est un excellent travail d'enquête sur la communauté des Français musulmans rapatriés, plus couramment appelés « harkis ».

Le recensement de 1968 avait compté 138 458 Français musulmans. Une estimation basse. L'Ined évoquait 250 000 personnes dans les années quatre-vingt, alors que la délégation aux rapatriés avance le chiffre de 450 000. D'autres estimations parlent du double. On ne connaîtra jamais l'évolution ultérieure car les recensements ont supprimé cette catégorie de population. Ces chiffres ont leur importance car ils donnent – ou non – un poids électoral à cette « communauté » de Français discriminés avec d'autant plus d'injustice que la France leur a imposé un choix sans en assumer les conséquences.

On se souvient que plusieurs dizaines de milliers d'entre eux furent accueillis durablement dans des hameaux forestiers, des « camps de transit » administrés de manière toute militaire, ou dans des logements HLM où ils côtoyaient leurs anciens ennemis : municipalités communistes, associations liées au gouvernement algérien, voisins immigrés hostiles...

Traumatisée, muselée, exploitée, une partie de la première génération se laissa enfermer dans un statut d'assistés. Il fallut attendre 1974 pour qu'une seconde génération ouvre enfin la bouche. On se souvient du mouvement de 1975 qui vit les derniers camps enfin démantelés, après une série de mouvements sociaux vifs et de grèves de la faim. Et des belles figures de M'Hamed Laradji et de son jeune frère Kader. Un demi-siècle plus tard, toutes les plaies sont-elles refermées ? Non, comme tout ce qui touche à la mémoire algérienne.

D'où l'importance du rassemblement organisé par Hocine Louanchi, le samedi 19 mars 2022 à Rivesaltes pour obtenir une loi de réparation qui soit à la hauteur des souffrances subies par les Français Musulmans : « **Peuple de France, venez nombreux samedi 19 mars 2022, devant le mémorial du camp de Rivesaltes, avenue Christian Bourquin, 66600 Salses-le-Château à partir de 10 h 30.** » (2).

FREDERIC AIMARD.

(1) data.over-blog-kiwi.com/1/48/53/62/20171004/ob_de7f9c_hd-these-de-katia-khemache.pdf
(2) www.facebook.com/hocine.louanchi.75

Premier tour des présidentielles : nous voterons blanc

Voici la motion adoptée samedi 12 mars 2022 par le 39^e congrès de la NAR.

La campagne pour l'élection du président de la République se déroule en un moment crucial dans les rapports de force internationaux, à la suite de l'invasion de l'Ukraine, nation souveraine, par les troupes de la Fédération de Russie.

Dans l'épreuve qui frappe le continent européen, la France est appelée à jouer un rôle majeur, conforme à sa vocation historique et à sa conception, pacifique et pacifiante, du concert des nations. Encore faut-il que la nation française réunisse, en elle, les conditions politiques qui lui permettront de mener une politique extérieure salutaire pour l'Europe et nécessaire aux équilibres mondiaux.

Comme toujours depuis qu'elle existe, la France doit affirmer son unité, maintenir son indépendance et sa souveraineté et les rétablir quand elles sont compromises, tout en travaillant à la justice sociale – qui est la condition de l'unité et qui implique une nation capable de protéger ses citoyens de toutes les violences extérieures –, à la réorientation des politiques industrielle, sanitaire, agro-alimentaire, énergétique, militaire...

C'est en fonction de ces trois critères que la Nouvelle Action royaliste a examiné les actes passés et les projets des candidats.

La NAR ne peut pas apporter ses voix à Emmanuel Macron. Au cours de son mandat, le président sortant n'a pas agi comme le serviteur de l'intérêt général, mais comme le représentant de l'oligarchie. Il a exercé le pouvoir au mépris de la Constitution, jouant le rôle dévolu au Premier ministre. Il a mené une guerre de classe dramatiquement illustrée par la répression violente des manifestations de Gilets jaunes. Il a tenté de détruire le modèle français de Sécurité sociale. Il a poursuivi la chimère de la « souveraineté européenne » sans jamais s'opposer aux prescriptions de l'Union européenne, dévastatrices pour notre industrie et notre agriculture. Il n'a pas pris la mesure de l'enjeu écologique, qui implique la rupture avec l'ultralibéralisme et une transformation radicale de nos modes de production et de consommation ainsi qu'une révision complète du système des échanges internationaux. Il n'a pas voulu tirer, dès la première année les conséquences de la crise sanitaire, qui im-

plice une réorganisation complète de notre système de santé, une relance de la recherche et une reconquête de nos moyens de production pharmaceutiques. Il n'a pas su relever le rang de la France dans le monde ni prévenir les échecs que nous subissons en Afrique de l'Ouest.

La NAR ne peut pas apporter ses voix à Anne Hidalgo, qui achève de ruiner la tradition française du socialisme démocratique, pourtant nécessaire au débat public.

La NAR ne peut apporter son soutien à Valérie Pécresse, qui tente une aventure personnelle au sein du bloc oligarchique après avoir donné les signes d'une parfaite soumission aux injonctions de Bruxelles, Francfort et Berlin.

La NAR ne peut apporter son soutien à Jean-Luc Mélenchon, radical dans ses retournements tactiques, qui l'ont fait passer du populisme à un discours avorté sur l'union de la gauche et d'un socialisme patriote à des compromissions inacceptables avec l'indigénisme et le communautarisme islamiste.

La NAR ne peut apporter son soutien à Fabien Roussel, encore trop proche des communautaristes et délibérément muet sur le rôle de l'euro, obstacle décisif à la reconstruction de l'industrie française qu'il préconise à juste titre.

La NAR ne peut apporter son soutien à Éric Zemmour. Elle combat ses thèses révisionnistes et négationnistes. Elle récuse son idéologie du déclin et son nationalisme ethnique qui ne pourrait s'imposer que par la négation de l'État de droit et par la guerre civile.

La NAR ne peut apporter son soutien à Marine Le Pen. Elle continue à dénoncer le droit du sol que nous souhaitons voir inscrit dans la Constitution. Elle présente, sous couvert de défense du pouvoir d'achat, un programme économique tout à fait contraire aux intérêts des classes moyennes et populaires qui espèrent en cette candidate.

La NAR aurait souhaité soutenir un candidat. Se refusant à l'abstention, elle se résigne à préconiser le vote blanc au premier tour de l'élection présidentielle, tout en continuant à espérer et à encourager une vaste recomposition des forces politiques, indispensable à la vitalité démocratique de la nation. ■

Mercredis de la NAR

Le mercredi 16 mars, nous recevons Jean-Robert Raviot sur le thème : **La politique extérieure de la Russie. Pour suivre**

cette visioconférence à partir de 20 h 00, adresser un mail à : lejourn@nouvelle-action-royaliste.fr

Royaliste

Directeur de la publication : Y. Aumont
Rédaction-administration
Bloc C – B.A.L 13
36-38, rue Sibuet, 75012 Paris
Téléphone : 06 43 11 36 90
lejourn@nouvelle-action-royaliste.fr

ISSN 0151 – 5772

Édité par la NAR

RNA W751214282

Siret 897 894 127 00017

Imprimé par Atenor

Siret 398 678 219 00021

Dépôt légal à parution.

Demande de renouvellement de numéro de commission paritaire en cours.

Les informations sont destinées à *Royaliste* Elles sont enregistrées dans notre fichier à des fins de traitement de votre abonnement. Conformément à la loi Informatique et Libertés du 6/01/1978 modifiée et au RGPD du 27/04/2016, elles peuvent donner lieu à l'exercice du droit d'accès, de rectification, d'effacement, d'opposition, à la portabilité des données et à la limitation des traitements ainsi qu'au sort des données après la mort. Pour cela écrire à l'adresse du journal, en joignant une photocopie de votre pièce d'identité.

Rejoignez-nous ! Abonnez-vous !

Je m'abonne à *Royaliste*

VERSION PAPIER ☐ TROIS MOIS (20 €) ☐ SIX MOIS (30 €) ☐ UN AN (50 €) ☐ UN AN SOUTIEN (120 €)

VERSION PDF ☐ UN AN (40 €) ☐ UN AN SOUTIEN (50 €)

☐ Je paye par chèque à l'ordre de **Nouvelle Action Royaliste**

Nom/prénom :

Adresse :

Code postal/Ville/Pays :

Tél. portable : Courriel :

Bulletin – réponse à retourner avec votre règlement à
NAR, Bloc C – Boîte 13 – 36-38, rue Sibuet – 75012 PARIS



par Bertrand Renouvin

Enjeux de souveraineté

La crise sanitaire a révélé nos faiblesses et nos manques en matière de recherche, de matériel médical, de médicaments, de capacités hospitalières... La guerre russo-ukrainienne souligne la faiblesse de nos forces conventionnelles et leur incapacité à mener des combats de haute intensité.

Quant à la nécessité de réagir, la prise de conscience est générale et les discours regorgent de bonnes résolutions. Dans sa *Lettre aux Français*, Emmanuel Macron affirme qu'il a pris la mesure des efforts à accomplir pour retrouver l'indépendance économique. La Défense nationale n'est guère évoquée dans cette Lettre mais nous entendrons certainement, dans les semaines qui viennent, de belles et fortes paroles.

Nous applaudirions des deux mains si deux conditions étaient réunies : il faudrait que les objectifs affichés soient compatibles entre eux ; il faudrait que les moyens mis en œuvre soient adéquats. Tel n'est pas le cas.

Emmanuel Macron s'obstine à invoquer la « souveraineté européenne », encore récemment lors du sommet de Versailles. Or l'Union européenne n'est pas et ne sera jamais un État. Malgré les coups de menton de la présidente de la Commission européenne, qui outrepassa ses fonctions en matière de censure et de commandes d'armements, les organes installés à Bruxelles, Francfort et Strasbourg ne peuvent rivaliser avec les pouvoirs étatiques établis à Washington, Moscou et Pékin, qu'il s'agisse de la symbolique politique, de la puissance diplomatique, des capacités militaires.

Les milieux dirigeants de l'Union européenne se réjouissent de trouver une convergence dans l'opposition à la Russie, comme naguère à l'URSS, mais il y a des différences capitales entre les deux périodes de guerre froide. Les États membres de l'Union conservent, malgré les dérives oligarchiques, d'indéniables attraits dans le domaine des libertés publiques mais le dynamisme économique et la prospérité relative des Trente glorieuses ne sont plus que des souvenirs enjolivés : le néolibéralisme a durci les conditions de vie et s'est révélé impitoyable pour les plus faibles. L'attrance pour le « modèle » Ouest-européen a été maintenue par trois mensonges qui ont été largement répandus après la chute de l'URSS et qui sont repris à l'intention du peuple ukrainien.

Contrairement à ce que les dénominations officielles laissent supposer (Parlement européen, Conseil des ministres...), l'Union européenne est régie par un ensemble d'organes non-dé-

mocratiques aux pratiques antidémocratiques.

Contrairement à ce qui est affirmé dans les textes officiels (bienfaisance du marché concurrentiel, etc.), l'Union européenne est responsable de la destruction de secteurs économiques entiers, par l'effet de la libre-concurrence et du libre-échange.

Contrairement à ce qui est affirmé dans les discours diplomatiques, l'Union européenne n'a pas étendu ses hypothétiques bienfaits aux nouveaux États-membres. Elle a fonctionné à leur égard comme une pompe aspirante de main-d'œuvre à bon marché et les a utilisés comme zone de délocalisations fructueuses pour les industries du centre – et plus particulièrement pour les entreprises allemandes. C'est un système de prédation capitaliste et d'exploitation normalisée des populations qui est proposé aux Ukrainiens par divers européistes – et qui leur serait imposé après des années de négociations humiliantes.

Au lieu de tenir aux dirigeants européens un discours de vérité en vue d'une refondation de l'Europe, Emmanuel Macron continue de nourrir les illusions sur les bienfaits de la prétendue « construction européenne » et voudrait, de surcroît, que les

Français prennent au sérieux son message sur l'indépendance économique. Or le président-candidat exprime deux volontés contradictoires. On ne peut vouloir que la France respecte les traités européens et qu'elle développe en même temps sa

puissance économique et militaire puisque l'Union européenne a installé un carcan monétaire, une austerité budgétaire et des règles de libre-échange qui compromettent ou interdisent les relocalisations et les relances d'activités.

L'échec est d'autant plus certain qu'en cas de réélection, Emmanuel Macron poursuivra son œuvre de destruction des administrations publiques, en faisant mine d'ignorer que l'État est l'instrument indispensable d'une politique de renforcement militaire et de développement économique – surtout dans une période de crises cumulées. Il faut l'État pour mobiliser l'économie, ce qui implique la planification et la protection douanière. Il faut l'État pour renforcer la protection sociale – alors que le candidat sortant annonce une réforme régressive des retraites – afin que les Français soient confortés et soutenus dans tous les moments de leur existence. Et il faut un pouvoir politique capable d'articuler les objectifs stratégiques et les moyens monétaires, financiers, technologiques... À chaque moment et dans chaque domaine, les enjeux portent sur la souveraineté de la nation – d'autant plus souvent évoquée que nul ne veut la concrétiser. ■

Sommaire

Page 2 – Zemmour, précis de déconstruction. – Sur le mur de Jean Chouan.

Page 3 – Des fantasmes sur l'identité. – Brèves de campagne.

Page 4 – L'Union européenne cherche des puces – La quinzaine sociale.

Page 5 – Le monde à la sauce *incel*.

Page 6 – L'amitié sino-russe et la question ukrainienne. – Voix étrangères. – Diplomatie.

Page 7 – L'utopie algérienne.

Pages 8-9 – Après le développement, quoi ?

Page 10 – Laurent Joly révèle le projet Zemmour. – Dans les revues.

Page 11 – Le salut par Julien Green.

Page 12 – Plongée dans « la France d'après ».

Page 13 – Daniel Cordier, l'Histoire et la mémoire. – Défense nationale. – Bande dessinée.

Page 14 – Royalistes contre nazis : Marguerite, Geneviève, Monique et Gabriel Fillerin.

Page 15 – Solidarité avec les Harkis. – Le mouvement royaliste.

Page 16 – Éditorial : Enjeux de souveraineté.